

Les femmes pendant la guerre de 1914-1918

Ou l'émancipation en marche ?

ACTES
DU COLLOQUE
DU 26 SEPTEMBRE 2014

sous la direction
de Ghislaine Toutain



© Musée de l'Histoire vivante

p. 4 - Introduction de Ghislaine Toutain

*Les femmes pendant la guerre de 1914-1918
ou un siècle d'histoire d'émancipation
des femmes en Europe*

p. 9 - Ouverture

Henri Nallet, président de la Fondation Jean-Jaurès

*« La guerre avait forgé à ma grand-mère
une détermination à toute épreuve »*

Stephan Dehnert, directeur du bureau parisien de la Friedrich Ebert Stiftung

*A la fin de la guerre, tout n'est-il pas revenu
comme avant ?*

p. 12 - Présentation générale de Rémy Cazals :
en dix suggestions

p. 15 - Première table ronde :
Les femmes dans la Grande guerre

1. Françoise Thébaud : *L'expérience des femmes françaises*

- Quelques caractéristiques françaises
- La mobilisation des femmes
- Les épreuves subies
- Les engagements
- Les effets de la guerre

**2. Silke Fehleemann : « *Des mères inquiètes pour leurs fils mais contraintes
à être courageuses face à l'épreuve* »**

- Un service national féminin
- Une expérience commune à toutes les femmes
- Des femmes divisées à la fin de la guerre

3. Karen Hunt : « *Qui était la femme au foyer pendant la Grande guerre ?* »

- Replacer la femme au foyer dans les histoires de la Grande guerre
- Une étude sur la femme au foyer reste à faire
- Qui était la femme au foyer ?
- Commémorer « la femme au foyer inconnue »

p. 28 - Deuxième table ronde : 100 ans d'émancipation
des Européennes

1. Florence Rochefort : « *Dans le sillage des acquis égalitaires.*

Comprendre ce que les études de genre ont à dire »

- Les lois de progrès...
- ... se heurtent à des reculs et des blocages
- Une longue prise de conscience
- Un déferlement réactionnaire

2. Barbara Stiegler : « *Face au retour en arrière, un long chemin reste à parcourir
pour parvenir à l'égalité entre les sexes »*

- Trois grands mouvements féministes
- Succès et échecs du mouvement féministe

3. Patricia Thane : « *Le mouvement féministe a toujours été actif
en Grande-Bretagne »*

p. 37 - Conclusion de Michelle Perrot

*« Jusqu'à quel point la guerre de 1914-1918
a-t-elle bouleversé les rapports entre les femmes
et les hommes ? »*



Introduction de Ghislaine Toutain

Les femmes pendant la guerre de 1914-1918 ou un siècle d'histoire d'émancipation des femmes en Europe

En août 1914, un mois après l'assassinat, à Sarajevo, de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche et de son épouse, l'Europe a basculé dans la guerre, où elle entraînera le reste du monde. La Serbie le 25 juillet, la Russie le 30 juillet, l'Autriche-Hongrie dans la nuit du 30 au 31 juillet, la Belgique le 31 juillet, l'Allemagne et la France le 1^{er} août ont appelé à la mobilisation générale. Le 4 août, le Royaume-Uni décide à son tour d'entrer en guerre et d'envoyer un corps expéditionnaire aux côtés des Français. De Vevey, en Suisse, où il est en vacances, Romain Rolland dira que « *cette guerre européenne est la plus grande catastrophe de l'histoire depuis des siècles, la ruine de nos espoirs les plus saints en la fraternité humaine* »¹.

En 2014, l'Europe - et particulièrement la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne - mais aussi l'Australie, le Canada, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et beaucoup d'autres pays² commémorent le centième anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, mais aussi, dans leur ensemble, ces quatre années terribles qui ont bouleversé de façon tragique l'ordre établi et ont ouvert la porte du XX^e siècle³.

La Fondation Jean-Jaurès a été au rendez-vous de cette commémoration hors du commun, notamment au travers de la célébration du centième anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès le 31 juillet 1914⁴. Cette célébration a été l'occasion de rappeler l'importance de l'oeuvre du leader et député de la SFIO et de son action au sein de l'Internationale socialiste pour maintenir à tout prix la paix alors que la guerre avance inexorablement. Le 29 juillet 1914, dans la salle du Cirque Royal de Bruxelles, devant les leaders européens socialistes réunis, il prononcera son dernier discours et il aura ces mots restés célèbres : « *Hommes humains de tous les pays, voilà l'oeuvre de paix et de justice que nous devons accomplir* »⁵. En honorant la mémoire de Jaurès, la Fondation Jean-Jaurès a entendu aussi montrer la modernité de sa pensée politique, ou tout au moins tirer de son oeuvre à la charnière de deux siècles (le XIX^e et le XX^e) des analyses parallèles avec l'entrée dans le XXI^e.

UN COLLOQUE OUVERT

Dans le cadre du colloque que la Fondation Jean-Jaurès - et notamment son secteur Histoire dirigé par Thierry Mérel - a co-organisé avec la Fondation Friedrich Ebert, le 26 septembre 2014,

¹ Il n'est pas dans l'objet de ce bref texte introductif d'analyser les raisons du déclenchement de la guerre.

² Parmi eux, la Chine, la Thaïlande, l'Inde, l'Afrique du Sud

³ La France, particulièrement, célèbre un centenaire mondialisé, piloté par la Mission du Centenaire de la Première guerre mondiale. Le 14 juillet 2014 devait réunir les représentants de quatre-vingts pays belligérants pour assister au traditionnel défilé militaire sur les Champs-Élysées. Ainsi devait être marqué le lancement du cycle international des commémorations du Centenaire international qui s'étendra sur quatre ans (2014-2018).

⁴ Cf. l'ensemble des actions conduites tout au long de l'année 2014 sur le site de la Fondation Jean-Jaurès : www.jean-jaures.org.

⁵ On peut lire dans *Ainsi nous parle Jean Jaurès*, des textes présentés par Marion Fontaine devenus des classiques. Coédité par Pluriel et la Fondation Jean-Jaurès.

à Paris, intitulé « *Les femmes pendant la guerre de 1914-1918 ou un siècle d'histoire d'émancipation des femmes en Europe* », nous retiendrons l'un des rares articles que le député du Tarn a consacré « au droit des femmes à l'égalité »⁶. Il y affirme la nécessité « *d'instituer le droit de suffrage aux femmes... ce qui sera un moment important de l'évolution sociale* ». Comme le note Marion Fontaine dans la présentation de ce texte « *c'est peu, mais pour son époque, c'est déjà beaucoup !* ».

Ce colloque ouvert s'est inscrit dans le contexte des commémorations du centenaire de la Grande guerre. Il a d'ailleurs été placé sous le haut patronage de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale⁷. Soulignons aussi le caractère remarquable de la coopération d'une fondation allemande et d'une fondation française sur un thème relatif à la Première Guerre mondiale, alors que, comme le note Joseph Zimet, directeur général de la Mission du centenaire, dans son rapport⁸, « *force est de constater que les enjeux de mémoire de la Première Guerre mondiale, contrairement à la France, n'ont jamais occupé les devants de la scène en Allemagne, où la recherche savante, pourtant féconde, n'a jamais provoqué de véritable débat au sein de la société allemande autour des enjeux de la Grande guerre* ».

Pour autant, les deux fondations ont choisi de rappeler et d'analyser ensemble le rôle qu'ont joué les femmes tout au long de ce conflit sans précédent. Ce thème a été, semble-il, assez peu abordé au cours des manifestations qui ont marqué ce centenaire, comme d'ailleurs, soulignons-le au passage, dans de nombreux ouvrages historiques encore aujourd'hui, à l'exception heureuse de livres d'historiennes, à l'image en France, de ceux de Françoise Thébaud, de Michelle Perrot ou encore d'Evelyne Morin- Rotureau⁹.

Ce colloque a été particulièrement ciblé sur les femmes en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne. Dans ces trois pays en conflit, le quotidien de la vie des femmes va être bouleversé pendant ces quatre années terribles où les hommes seront au front. Alors que la guerre s'éternise, répondant à l'appel des dirigeants, les femmes, même les féministes, vont rejoindre « l'union sacrée ». Elles vont « remplacer » les hommes¹⁰ et assurer le fonctionnement de leur pays, à l'usine - dans celles d'armement, en France on les appelle les « munitionnettes » - dans les champs, dans les hôpitaux - on les appelle les « anges blancs » - dans les administrations publiques ou encore dans les transports.

Elles seront ainsi obusières, conductrices de tramways, cantonnières, agricultrices, maréchaux-ferrants, gardes champêtres, bouchères, infirmières et aussi institutrices dans les classes de garçons du primaire et du secondaire. Quel que soit le domaine où elles sont employées, les conditions de travail des femmes sont très dures. En usine, elles sont souvent sous-payées et la journée de travail est longue. Dans les campagnes, les paysannes s'épuisent à faucher, rentrer les foins, moissonner.

⁶ Cf. le texte de l'article paru dans la « Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur » le 30 décembre 1908, inséré dans l'ouvrage cité dans la note ci-dessus.

⁷ La Mission du centenaire de la Première guerre mondiale est un groupement d'intérêt public (GIP) créé en 2012 par le gouvernement dans la perspective de préparer et de mettre en oeuvre le programme commémoratif du centenaire de la première guerre mondiale. Constituée de seize membres fondateurs, elle travaille sous l'autorité du secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et à la Mémoire.

⁸ *Commémorer la Grande guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international ; rapport au président de la République*, par Joseph Zimet, septembre 2011.

⁹ Françoise Thébaud, *Les femmes au temps de la guerre de 14*, Petite bibliothèque Payot, (Histoire), octobre 2013. Evelyne Morin-Rotureau *Françaises en guerre (1914-1918)*, Editions Autrement, septembre 2013.

¹⁰ En Angleterre, on assiste même à une organisation d'ensemble de l'effort féminin, et la substitution des femmes aux hommes y fut plus systématique qu'en France.

Qu'elles travaillent ou non, la plupart d'entre elles doivent élever seules leurs enfants, faire la queue pour obtenir de quoi nourrir la famille, vivre dans l'angoisse de l'annonce de la perte de leur mari, de leur frère ou de leur père. Dans le nord et l'est de la France, la population vit difficilement sous le contrôle de la présence allemande (réquisitions, déportations de jeunes filles en Allemagne notamment). De nombreuses femmes furent victimes de violences (viols notamment), d'ailleurs « *plus pendant l'invasion que sous l'occupation* », comme le note Françoise Thébaud¹¹. Certaines pousseront loin le patriotisme, comme en Grande-Bretagne Edith Cavell, infirmière britannique fusillée en 1915 pour haute trahison par les Allemands pour avoir permis l'évasion de Belgique, alors sous occupation allemande, de centaines de soldats alliés. En France, Louise de Bettignies organisera sous le nom d'Alice Dubois le principal réseau d'information au service de l'Intelligence Service. Elle sera arrêtée par les Allemands le 20 octobre 1915 près de Tournai et condamnée à mort le 16 mars 1916 à Bruxelles, puis sa peine sera commuée en travaux forcés à perpétuité. Détenue pendant trois ans, elle mourra le 27 septembre 1918 à l'hôpital Sainte-Marie de Cologne, des suites d'un abcès pleural mal opéré.

Quant aux mouvements féministes les plus radicaux et ouvertement pacifistes, très minoritaires, ils seront largement censurés dans les trois pays sur lesquels porte le colloque, même si quelques femmes - plus nombreuses peut-être en Allemagne - comme en France Gabrielle Duchêne, Madeleine Rolland (la soeur de l'écrivain), Hélène Brion¹² et Louise Saumoneau par exemple, appellent à l'arrêt des combats et à la paix. Ce mouvement s'amplifiera en 1917 après la boucherie du Chemin des Dames, les premières mutineries de soldats et les grèves du printemps. Mais le mouvement féministe pacifiste restera très marginal.

LA PERSISTANCE D'UNE APPROCHE TRADITIONALISTE DU RÔLE DES FEMMES

Même si, dans ces temps de guerre, l'engagement des femmes est massif - Françoise Thébaud parle de « La France féminine » - l'approche traditionnelle de leur place dans la société se maintiendra tout au long de ces quatre années. Les « marraines de guerre » symboliseront le rôle « naturel » de mère, de même que les jeunes infirmières, ces « anges blancs », soignent les soldats blessés et sont censées leur apporter douceur et consolation. Les autres, on l'a vu, ne seront jamais que « les remplaçantes » des hommes. Enfin, à l'autre bout du spectre, les prostituées, volontaires ou forcées, « travaillent » sans relâche dans les lupanars de la zone des camps. Dans les villes, les « maisons de tolérance » deviennent un « business » florissant.

Au retour des hommes de cette guerre meurtrière qui a bouleversé le rapport femme/homme et peut-être marqué le début de la marche des femmes vers leur émancipation, l'ordre établi a vite repris ses droits et avec lui la prééminence du rôle traditionnel des femmes. D'autant que, notamment en France, le gouvernement va engager une intense politique nataliste pour repeupler le pays.

Toutefois, un mouvement a été lancé, dont la première manifestation sera le droit de vote accordé à la plupart des Européennes (pour celles qui ne l'avaient pas encore)¹³, notamment aux

¹¹ Françoise Thébaud, *Les femmes au temps de la guerre de 14*, Petite bibliothèque Payot, (Histoire), octobre 2013.

¹² Hélène Brion est institutrice, secrétaire adjointe de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs. Suspendue en 1917 pour défaitisme, suffragisme, antimilitarisme etc., elle comparaitra en 1918 devant le conseil de guerre et condamnée, verdict « clément », à trois ans de prison avec sursis. Elle se retrouve libre mais sans travail.

¹³ Australie: 1902, Finlande: 1906, Norvège: 1913, Danemark: 1915, Suède, Etats-Unis, Pays-Bas, Luxembourg, Belgique (pour les municipales): 1919, Albanie, Autriche: 1920, etc.

Allemandes et aux Anglaises en 1919, à l'exception notable des Françaises qui devront attendre 1944¹⁴. Une seconde manifestation d'une évolution sourde est la simplification de la façon de se vêtir des femmes : disparition du corset, raccourcissement des jupes, cheveux courts notamment (on a pu ainsi parler d'une coupe « à la garçonne »)¹⁵. Ce sont surtout les jeunes filles qui, dorénavant, peuvent poursuivre des études universitaires et les jeunes femmes qui ont travaillé dans le secteur tertiaire (infirmières) qui vont le plus bénéficier de ces avancées encore limitées. Mais chaque femme aura vécu la guerre et les années qui vont suivre de façon différente, si ce n'est que ces temps de conflit sont toujours particulièrement difficiles pour toutes les femmes¹⁶.

UNE CONQUÊTE DE L'ÉGALITÉ « SILENCIEUSE » ?

Le colloque a réuni trois historiennes, allemande, britannique et française, pour évoquer « *Les femmes au temps de la guerre de 14* » (pour reprendre le titre du livre de Françoise Thébaud), ce qu'elles ont fait, ce qu'elles ont subi et ce que ces quatre années inédites ont représenté pour leur émancipation dans l'ensemble des domaines de la vie sociale et particulièrement dans le travail. Sur ce dernier point, les avis sont partagés. Pour certains analystes, la guerre de 14-18, comme celle qui l'a suivie, a contribué à l'irruption des femmes dans des secteurs qui jusque-là leur étaient quasiment interdits, notamment les sphères professionnelle et politique. Pour d'autres, au contraire, la guerre a opéré une consolidation des rôles sociaux de sexe : les hommes au combat, les femmes à l'arrière les remplaçant. Si les femmes réalisent certains « progrès », l'après-guerre tentera une restauration de la division antérieure des rôles entre les femmes et les hommes. Ainsi, pour l'écrivaine française Benoîte Groult « *bien loin de subvertir l'ordre des sexes, les guerres l'ont toujours renforcé. Elles radicalisent le masculin et approfondissent le fossé entre les hommes et les femmes. C'est pourquoi tous les progrès que l'on croit réaliser dans la lutte commune avec les hommes se trouvent balayés, la paix revenue. Les femmes ont toujours été flouées par les guerres et les révolutions* »¹⁷. Le débat reste ouvert.

Dans un deuxième temps, ce colloque a été aussi l'occasion de rappeler avec trois historiennes, là encore allemande, britannique et française, cent ans de lutte des femmes en Allemagne, au Royaume Uni et en France pour la conquête, encore inachevée, de l'égalité et de la parité entre les sexes. Une conquête « silencieuse » au regard de l'Histoire, comme l'analyse Michelle Perrot dans son livre *Les femmes ou les silences de l'Histoire*¹⁸, mais qui commence à sortir de l'ombre

¹⁴ On a fêté aussi en 2014 en France le soixante-dixième anniversaire du droit de vote des femmes, accordé enfin le 21 avril 1944.

¹⁵ Cf. l'ouvrage déjà cité de Françoise Thébaud qui raconte l'origine de ce terme et la symbolique qu'il charrie dans la France des Années folles !

¹⁶ Depuis, de nombreuses études ont traité de la question des femmes dans les conflits armés. Le Programme d'action adopté à Beijing en 1995, lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, a déterminé les conséquences des conflits armés sur les femmes comme un domaine critique requérant une action de la part des gouvernements et de la communauté internationale, tout en mettant l'accent sur la nécessité de promouvoir une participation égale des femmes à la résolution des conflits au niveau de la prise de décisions. Le 31 octobre 2000, le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) adoptait à l'unanimité la résolution 1325 « Femmes, paix et sécurité ». La résolution visait à accroître la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix. Elle appelait les États à prendre les mesures nécessaires à la protection des femmes avant, pendant et après les conflits. Elle réaffirmait que le respect des droits fondamentaux des femmes et des filles, et la participation des femmes sur un pied d'égalité à l'ensemble à des processus décisionnels et à tous les niveaux de responsabilité constituent à la fois des objectifs et des moyens essentiels pour prévenir les conflits, les résoudre et favoriser une culture de paix. Pourtant, et malgré un effort international important pour la mise en oeuvre des préconisations de la résolution 1325, le niveau des violences à l'encontre des femmes, souvent instrumentalisées et systématisées, reste extrême.

¹⁷ Madeleine Gagnon, *Les femmes et la guerre*, préface de Benoîte Groult, VLB éditeur, octobre 2000.

¹⁸ Michelle Perrot, *Les femmes ou les silences de l'Histoire*, Flammarion, octobre 1998.

grâce au développement des recherches en sciences humaines portant sur les relations entre les sexes depuis les années 70. Mais aussi grâce au combat des femmes elles-mêmes et de leurs associations pour faire adopter dans leur pays et au niveau européen un corpus juridique égalitaire qui, bien qu'il existe désormais pour l'essentiel en droit¹⁹, a encore du mal à entrer dans les faits.

¹⁹ Même s'il peut toujours être approfondi. La France vient ainsi d'adopter une nouvelle loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes, prévoyant notamment la réforme du congé parental, désormais appelé « prestation partagée d'éducation de l'enfant », afin d'inciter davantage de pères à choisir cette option. Le texte instaure aussi des obligations de parité dans un grand nombre de structures. Il met ainsi sous condition la participation des entreprises aux marchés publics en cas de non-respect de la parité et entend réduire la précarité économique de certaines femmes. Le texte propose également une série de mesures contre les violences faites aux femmes, contre les mariages forcés et crée un nouveau délit général de harcèlement. Ainsi, sont introduites dans le code de la Défense des dispositions relatives aux harcèlements moral et sexuel pour les militaires.



Ouverture

Henri Nallet, président de la Fondation Jean-Jaurès

« La guerre avait forgé à ma grand-mère une détermination à toute épreuve »

Je voudrais commencer mon propos par une citation de Napoléon Bonaparte quelque peu provocante dans cette enceinte : « *Les femmes sont l'âme de toutes les intrigues, on devrait les reléguer dans leur ménage, les salons du gouvernement devraient leur être fermés* ». Je n'ose imaginer ce qu'il aurait été de l'état de la France au sortir de la Grande guerre si cette maxime chère à l'Empereur avait été appliquée à la lettre au moment du conflit. Je n'ose penser à l'état de notre pays si les femmes n'avaient pas joué ce rôle dont vous allez discuter tout au long de cet après-midi, celui de faire « *tourner la boutique* », de tenir la maison, de nourrir et protéger les familles alors séparées et inquiètes.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : les femmes ont pris les choses en main durant toute la guerre, elles ont assumé les responsabilités - qu'elles n'avaient que trop peu l'occasion d'assurer dans la vie quotidienne - et ce dans le pire moment que l'on pouvait imaginer pour elles, toujours « *dans l'angoisse de l'annonce de la perte de leur mari, de leur frère ou de leur père* » pour reprendre les mots de Ghislaine Toutain dans sa note introductive. Elles étaient obusières, conductrices de tramways, cantonnières, agricultrices, maréchaux ferrants, gardes champêtres, bouchères, infirmières, institutrices dans les classes de garçons du primaire et du secondaire. Pour beaucoup, elles n'étaient alors que les « *remplaçantes des hommes* » (ce qui ne fut pas démenti avec le retour à « *l'ordre établi* » le conflit fini) alors que s'est joué peut-être à ce moment-là le début de leur émancipation.

Quand on m'a demandé de tenir quelques propos liminaires à cette journée, je me suis d'abord interrogé sur ce que j'allais pouvoir dire devant des spécialistes aussi renommés que vous sur le sujet. Et assez rapidement, c'est dans ma propre vie que j'ai trouvée la première réponse à cette question. C'est dans ma propre mémoire que j'ai trouvée le meilleur exemple pour donner un éclairage personnel à votre colloque. Un peu comme Emmanuel Carrère qui cherche éperdument un croyant pour observer et « *analyser sa foi* » et se rend compte qu'il est lui-même ce croyant. J'ai moi-même un exemple tout proche de ce que les femmes ont fait pendant la guerre de 1914, un exemple que j'ai connu et beaucoup aimé, celui de ma grand-mère paternelle. Aline était une petite modiste dans une petite ville du sud-ouest. Elle confectionnait depuis son plus jeune âge les chapeaux de ces dames qui en portaient alors à maintes occasions. Elle avait épousé en 1910 un jeune et bel horloger de passage, joueur de rugby, joyeux drille et m'a-t-on dit, un brin grande gueule, qui accomplissait son tour de France de compagnon. Il posa là sa boîte à outils, ses loupes et ses remontoirs et en 1913 naquit un garçon, mon père. En 1914, l'horloger rejoignit le front avec son régiment du Génie pour quatre longues années où il fabriqua des ponts aussitôt détruits et consolida des dizaines de tranchées régulièrement bombardées.

La jeune modiste prit alors en main les deux boutiques, la chapellerie et la bijouterie-horlogerie qu'elle réunit et fit marcher très convenablement en même temps qu'elle s'occupait de son jeune fils. Elle apprit même à nettoyer les montres-goussets que portaient les vieux agriculteurs qui n'étaient pas partis à la guerre. Elle trouvait aussi le temps d'aller prier tous les soirs à l'église proche pour son mari et pour ses quatre frères qui se battaient dans les tranchées. La paix revenue, sans rien dire, elle rejoignit son atelier, ses feutres, ses rubans, ses « conformateurs » aujourd'hui disparus et sa cuisine où elle préparait deux fois par jour des foies gras, des cèpes et des tartes aux prunes dont j'ai encore le souvenir. Elle ne dit rien, elle ne réclama rien, comme le montre si bien Françoise Thébaud.

Cette petite femme forte, généreuse, toujours élégante et aimante pour tous les siens, parlait de la guerre comme de l'épreuve de sa génération, qu'elle assumait et détestait à la fois. Jamais comme d'une occasion de sortir de sa condition de femme. Elle attendit sagement qu'on lui donnât le droit de voter et elle l'exerça avec scrupule et constance. Mon père m'a rapporté que quand elle reçut sa carte d'électrice, elle eut ce mot splendide : « *enfin* ! ». Et si la grande guerre ne fut pas le moment de libération des femmes que parfois on prétend, la femme que j'ai connue démontra son courage, sa force, sa ténacité qui ne l'abandonnèrent jamais dans le reste de sa vie. La guerre lui avait forgé une détermination à toute épreuve, à la différence de son mari qui avait perdu sa joie de vivre un beau jour du côté de Verdun.

Je suis heureux d'avoir pu évoquer cette histoire et cette femme. Merci de m'avoir donné cette opportunité rare.

Je remercie et félicite celles et ceux qui ont participé à l'organisation de cette rencontre qui porte sur un sujet sans doute trop peu travaillé par nos historiens, et qui s'inscrit bien dans toutes les commémorations de la grande guerre et les activités parrainées par la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale : Jean-Michel Rosenfeld, à qui revient l'idée originelle de ce colloque, Ghislaine Toutain, Thierry Mérel, Anaïs Anouilh. Je remercie aussi la Fondation Friedrich Ebert, dont je salue le tout nouveau directeur du bureau parisien, Stefan Dehnert, qui nous fait le plaisir d'être parmi nous, ainsi que Ute Haug, avec laquelle nous travaillons maintenant depuis tant d'années. Cela m'offre d'ailleurs l'occasion de rappeler à quel point le travail entre nos deux fondations met en lumière la force de la coopération franco-allemande et la nécessité de sa persistance, quels que soient les événements de l'actualité.

Tout au long de l'année 2014, nous avons pu constater, à travers les commémorations organisées par la Fondation Jean-Jaurès pour le centenaire de la mort de Jean Jaurès, à quel point l'étude de sa vie et de sa pensée nous offrait des éclairages bienvenus sur la société d'aujourd'hui et à quel point l'étude du passé nous apportait des enseignements précieux pour l'avenir. Je ne doute pas que cet après-midi de débats apportera la même chose.

Si les femmes sont l'âme de toutes les intrigues, comme le suggère Napoléon, la plus intéressante d'entre elles s'est peut-être jouée au début du XX^e siècle, pendant la Grande guerre, et les plus décisives se joueront vraisemblablement dans les années à venir, tant les combats que les femmes doivent mener sont encore nombreux.



Ouverture

Stephan Dehnert, directeur du bureau parisien
de la Friedrich Ebert Stiftung

*A la fin de la guerre, tout n'est-il pas revenu
comme avant ?*

Ce colloque s'inscrit dans l'ensemble des événements qui ont marqué en 2014 la commémoration du centenaire du déclenchement de la Grande guerre. Etant moi-même historien de formation, je souhaite ajouter quelques mots sur le sujet retenu aujourd'hui, même si je ne suis pas un spécialiste du rôle des femmes dans cette guerre et des effets sur leur émancipation. Toutefois, deux questions m'apparaissent intéressantes. Premièrement, la guerre a-t-elle joué un rôle dans la modernisation et l'émancipation de nos sociétés ? C'est une thèse qui a été formulée aussi pour la Seconde Guerre mondiale. Sans sa défaite militaire, sans la Révolution de novembre 1918 qui a entraîné la Première République, l'Allemagne aurait-elle pu envisager de donner le droit de vote aux femmes ? Cela aurait-il été possible si le SPD ne l'avait pas exigé depuis 1891 ? La situation au sein des pays vainqueurs nous donne à penser que ce n'était pas la guerre mais la révolte contre la guerre, ses conséquences et ses responsables qui ont permis l'avènement de cette étape importante de l'émancipation. Deuxièmement : les rôles des sexes ont-ils changé ? Le fait que des femmes aient dû endosser les rôles des hommes a-t-il fait évoluer la société ou, à la fin de la guerre, tout n'est-il pas redevenu comme avant ? On ne peut pas dire qu'il fut très courant que les femmes qui avaient été infirmières pendant la guerre ou que celles qui avaient assumé des rôles d'hommes aient continué à occuper ces fonctions après la guerre. Les hommes avaient défendu vaillamment la patrie, les femmes avaient été infirmières, maternelles et protectrices : la division traditionnelle des rôles n'avait-elle pas été confortée ? Ce sont des questions très intéressantes, qu'il faut aborder au cours de cette conférence, comme bien d'autres !

Je suis très heureux de pouvoir parler pour la première fois au nom de la Fondation Friedrich Ebert à Paris et de poursuivre la coopération si importante et si fructueuse avec la Fondation Jean-Jaurès, comme l'a dit Henri Nallet.



Présentation générale en dix suggestions

Rémy Cazals

J'ai accepté, bien sûr, avec plaisir de faire la présentation générale de ce colloque. Toutefois, l'exercice était difficile dans la mesure où, en peu de temps, je devais rappeler des événements pour l'essentiel déjà connus des intervenants et du public. J'ai donc choisi de lancer quelques pistes de recherche en organisant cette présentation autour de dix suggestions, pour la plupart tirées d'un livre collectif²⁰ et illustrées par une série de photos²¹.

PREMIÈRE SUGGESTION : SÉPARATION ET (RE)DÉCOUVERTE DE L'AMOUR CONJUGAL

La guerre de 1914-1918 se caractérise, pour les femmes et les hommes, par la séparation. J'ai constaté, en lisant les témoignages émouvants de la Grande guerre, une (re)découverte de l'amour conjugal et de l'affection pour les membres de la famille. Un livre franco-allemand, « *Ennemis fraternels* »²² met en scène trois personnages, Hans Rodewald, qui est allemand, Fernand Tailhades et Antoine Bieisse qui sont français. Ils ont tous trois vécu les mêmes souffrances : blessés très tôt au début de la guerre, ils furent faits prisonniers et soignés. Pendant tout ce temps, ils n'ont cessé de penser à la femme laissée au pays. C'est d'ailleurs Erna, la fiancée de Hans, qu'il ne retrouvera qu'en 1920 car les prisonniers allemands sont revenus très tard chez eux, qui est en couverture du livre. Ces témoignages et bien d'autres prouvent que ces hommes, confrontés à de terribles événements, ne seront pas devenus pour autant des brutes, comme on le dit parfois.

DEUXIÈME SUGGESTION : ACCORDS ET DÉSACCORDS AU SEIN DU COUPLE

Cette (re)découverte de l'amour conjugal ne veut pas dire que tout va bien au sein des couples. Il peut y avoir des accords et des désaccords. Ainsi, un cultivateur de la Drôme écrit à sa femme : « souvent, quand je pense à cette guerre, je souhaite que tu ne travailles plus la terre. Si tout le monde faisait ainsi, la guerre ne durerait plus longtemps ». Sa femme acquiesce. En revanche, Léa et Emile Mauny, un couple d'instituteurs ; ils s'aiment et ils aiment leur petit garçon. Emile, qui est mobilisé, s'intéresse à ce qui se passe dans la classe de sa femme et lui conseille de faire étudier à ses élèves la conjugaison du verbe « haïr » car ce sujet risque de « tomber » au certificat d'études ! Mais Léa et Emile sont en désaccord sur les cessions d'or demandées aux Français par l'Etat pour reconstituer ses réserves. Léa a l'intention d'y répondre positivement alors que son mari s'oppose à cette démarche, estimant qu'elle contribuerait à augmenter la durée de la guerre et les souffrances des combattants.

²⁰ Rémy Cazals (dir.), *500 témoins de la grande guerre*, Editions Midi Pyrénéennes et Edhisto, 2013.

²¹ Ces Actes sont un texte écrit sans illustrations.

²² Rémy Cazals Eckart Birnstiel (dir.), *Ennemis fraternels. 1914-1915, Hans Rodewald, Antoine Bieisse, Fernand Tailhades, Carnets de guerre et de captivité*, Presses universitaires du Mirail, 2002.

TROISIÈME SUGGESTION : LA MORT ?

La séparation se conclue parfois par la mort. Ainsi, sur une photo figurent les quinze joueurs de l'équipe de rugby d'une petite bourgade rurale du sud-ouest. Ce sont des hommes jeunes, en pleine santé, qui ont été mobilisés dans l'infanterie. Sur dix d'entre eux, on a tracé une croix noire pour signifier qu'ils sont morts à la guerre. C'est un cas limite certes, mais c'est aussi une réalité.

QUATRIÈME SUGGESTION : POLYVALENCE : L'EXEMPLE DE MARIE-LOUISE PUECH-MILHAU

La coupure d'un journal canadien anglais qui annonce la mort du capitaine Drummond, a été envoyée par ses amis à une Française qui avait enseigné quelques années à Montréal, Marie-Louise Puech-Milhau. Cette personne est très intéressante car elle constitue un bon exemple de la polyvalence des tâches que les femmes ont dû accomplir au cours de la Grande guerre. Son mari Jules est secrétaire de la revue pacifiste verte *La paix par le droit*. Jules mobilisé, c'est Marie-Louise qui va éditer la revue et ruser avec la censure. Elle va aussi s'occuper de la sauvegarde d'enfants en difficulté. Elle est la marraine de guerre de quelques soldats prisonniers. Elle a un talent tout particulier pour trouver la bonne adresse où obtenir des renseignements sur les sujets les plus divers. Elle écrit tous les jours à son mari et lui envoie des colis. Elle se heurte à des féministes non pacifistes (la majorité du mouvement féministe a joué la carte de l'union sacrée et de la guerre jusqu'au bout). Enfin, elle réfléchit à la façon dont elle va pouvoir parler avec ses anciens amis pacifistes allemands après ces années de guerre et d'atrocités.

Voilà un exemple, parmi de nombreux autres, de la polyvalence dont ont dû faire preuve les femmes pendant ces années de guerre.

CINQUIÈME SUGGESTION : TRAVAUX MASCULINS

Marie-Louise Puech-Milhau a écrit un article dans la revue d'économie politique sur *La guerre et les ouvrières britanniques*. Ce texte illustre la transformation du travail féminin au cours de cette guerre. Bien que les femmes aient toujours travaillé, entre 1914 et 1918 elles ont occupé des emplois traditionnellement masculins. Elles ont aussi assuré des tâches et des responsabilités le plus souvent assumées jusqu'alors par les hommes. De nombreuses photos prises dans des usines de fabrications d'obus et d'armes diverses comme des projectiles de moyens calibres le montrent clairement.

SIXIÈME SUGGESTION : LE DÉVOUEMENT ET LE PARAÎTRE, PATRONS ET DOMESTIQUES

Les femmes seront aussi infirmières. Des historiens se sont interrogés pour savoir si elles le faisaient par dévouement ou pour paraître dans un bel uniforme. Les deux, probablement, selon les personnes.

Et puis Marthe Papillon, domestique à Paris, nous rappelle que les luttes de classe n'ont pas disparu, même si le mouvement syndical a été plus ou moins mis en sommeil avec la mobilisation des syndicalistes. Elle travaille pour de riches patrons parisiens et s'estime surexploitée. Elle raconte qu'elle doit écrire à ses frères « en fraude » lorsque « les singes » (entendons ses patrons) ne la regardent pas.

SEPTIÈME SUGGESTION : LES PROCÉDÉS D'INSTRUMENTALISATION DES FEMMES

En Grande-Bretagne, l'engagement massif d'hommes en 1914 s'est vite révélé insuffisant, la conscription n'ayant été instaurée qu'en 1916. Des campagnes de culpabilisation ont donc été lancées en instrumentalisant les femmes. Ce sont elles, en effet, qui incitent les hommes « à y aller », sous peine d'être mal vus par elles, comme l'explique clairement des affiches britanniques de 1915.

En France, une Vosgienne décrit dans un témoignage aujourd'hui publié²³ tous les malheurs, les brimades et les difficultés nés de l'occupation allemande. Mais, dans le même temps, elle notait que certains Allemands étaient sympathiques et qu'il était possible de nouer de bonnes relations avec eux. Elle explique d'ailleurs que le meilleur ami de sa famille était un lieutenant allemand. Ce dernier se procure son manuscrit et le fait publier dans *La gazette des Ardennes*, le journal de propagande allemande en français. Cette femme a rencontré quelques difficultés lors de l'épuration qui a eu lieu à la fin de la guerre, même si cette épuration n'a pas connu l'ampleur de celle de la Seconde Guerre mondiale.

HUITIÈME SUGGESTION : LE SEXE

Le livre de Raymond Radiguet, *Le diable au corps*, s'impose car il est célèbre. Mais le cas de Victorin Bès moins connu, n'en est pas moins intéressant car il est l'un des rares soldats qui raconte ses permissions. D'habitude, les carnets de combattants décrivent ce qui se passe au front. Mais Victorin Bès, lui, explique que sa petite amie, qui lui accordait ses faveurs avant la guerre, ne veut plus le voir. Il lui pose la question de savoir pourquoi : est-ce parce que je suis sale et plein de poux ou est-ce parce que je suis un mort en sursis ? Intéressant champ de recherche...

NEUVIÈME SUGGESTION : DE LA MODE ET DE L'ÉMANCIPATION

De nombreuses historiennes (certaines présentes à ce colloque) ont démontré les limites de l'émancipation des femmes par la guerre, souvent liée à la seule mode. Un dessin humoristique de Dantoine qui travaille à *La Dépêche* de Toulouse montre une femme en jupe courte - c'est la mode - qui dit à son petit garçon Julot : « accroche-toi à ma jupe pour traverser la rue ». « Je ne peux pas », répond l'enfant, « c'est trop haut ! ».

DIXIÈME SUGGESTION : SUFFRAGE ?

Si l'Allemagne de Friedrich Ebert a accordé le droit de vote aux femmes après la guerre, les Françaises ont dû attendre la suivante pour l'obtenir. Mais un portrait de Jean Jaurès intégré dans une fresque peinte sur les murs d'un village du Tarn au moment de la célébration du bicentenaire de la Révolution française rappelle qu'en 1906, il était favorable, ainsi que le parti socialiste, au droit de vote des femmes.

Bien que ces suggestions soient au nombre de dix, ce ne sont pas dix commandements. On peut les suivre, ou en suivre d'autres...

²³ « *L'écrivain de Lubine* » - *Journal de guerre d'une femme dans les Vosges occupées (1914-1918)* Clémence Martin-Froment. Edition et présentation par Philippe Nivert, Jean-Claude Fombaron et Yann Prouillet-, Edhisto, 2010.



Première table ronde : Les femmes dans la Grande guerre

1. Françoise Thébaud²⁴ : *L'expérience des femmes françaises*

J'ai choisi comme titre de mon intervention « L'expérience des femmes françaises » pendant la Grande guerre. Alors que cette rencontre s'inscrit dans une perspective comparée entre trois Etats belligérants, j'aborderai successivement, après avoir souligné quelques caractéristiques françaises, trois thèmes qui, me semble-t-il, résument l'expérience des femmes pendant cette guerre et peuvent donner matière à comparaison : la chronologie et les formes de la mobilisation, les épreuves subies et les mutations du quotidien, enfin les engagements.

Une remarque préliminaire toutefois : centrées à l'origine sur l'expérience combattante, les commémorations du Centenaire englobent de plus en plus la question des femmes qui intéresse un large public, comme le montre votre présence ici.

QUELQUES CARACTÉRISTIQUES FRANÇAISES

Il faut tout d'abord rappeler, comme l'a fait Rémy Cazals, que la population active comprend en France avant-guerre 7,7 millions de femmes, soit 36%, pourcentage beaucoup plus élevé qu'au Royaume Uni et qu'en Allemagne. Deuxième caractéristique : la France est encore un pays majoritairement rural, qui compte plusieurs millions de femmes paysannes. Mais on rencontre aussi de très nombreuses ouvrières dans le textile et l'habillement (du « travail de femmes » !), et près d'un million de domestiques. Des femmes sont aussi commerçantes, institutrices et professeures, quelques-unes journalistes et avocates. Troisième caractéristique : la France, contrairement aux deux autres pays belligérants, allait connaître l'occupation d'une partie de son sol par l'ennemi, occupation longtemps éclipsée dans nos mémoires par celle subie pendant la Seconde Guerre mondiale.

LA MOBILISATION DES FEMMES

Cette mobilisation prend diverses formes.

Une mobilisation sociale

La guerre constitue un temps fort de la philanthropie féminine qui organise de multiples oeuvres de guerre pour tenter de soulager les misères des civils et des soldats. Les femmes s'engagent également pour devenir infirmières (100 000 « anges blancs », dont 70 000 bénévoles à la Croix Rouge et 30 000 infirmières militaires salariées). Certaines d'entre elles ont tenu des carnets de guerre où elles décrivent leurs expériences et leurs sentiments par rapport à la découverte de la maladie, des blessures et de la mort.

²⁴ Françoise Thébaud, *Les femmes au temps de la guerre de 14*, Petite bibliothèque Payot, octobre 2013.

Récemment a été édité le témoignage de Lucia Tichadou, élue communiste de Marseille, infirmière volontaire en 1914, présenté et annoté par l'historienne Hélène Echinard²⁵.

Une mobilisation économique en deux temps

Une approche chronologique est en effet indispensable. Les premiers mois de guerre - on pensait qu'elle serait courte - sont marqués par une désorganisation de l'économie. Les entreprises, dont le patron et le personnel masculin sont mobilisés, ferment et de nombreuses femmes sont mises au chômage, perdant leur salaire et bien souvent celui de leur mari. Vite versée aux femmes de mobilisés, une faible allocation ne résout pas les difficultés économiques des chômeuses et des mères au foyer. Ces premiers mois de guerre sont aussi marqués par une exaltation des rôles traditionnels : les hommes partent au combat pour défendre la patrie mais aussi pour protéger les femmes, les enfants et les vieillards. Les femmes sont invitées à attendre avec confiance. Parmi elles, seul un groupe est mobilisé dès le début car il faut terminer les moissons et préparer la terre pour les récoltes futures. C'est pourquoi le président du Conseil René Viviani lance le 7 août 1914 un *Appel aux femmes françaises*, qui est en fait un appel aux paysannes pour que « *demain, la terre soit cultivée, les récoltes rentrées, les champs ensemencés* ».

Une mobilisation économique plus large intervient dans un second temps, quand le pays s'installe dans une guerre longue à laquelle on ne sait plus mettre un terme. La mobilisation des femmes au travail devient nécessaire à la fois pour faire vivre le pays et pour approvisionner le front en nourriture, en matériel, en vêtements et en armements. En quatre ans, huit millions d'hommes allaient être mobilisés, soit 60% de la population active masculine. Il faut les remplacer. Pourtant, la mobilisation des femmes sera lente, à l'exception, on l'a vu, du monde paysan. Si on observe les statistiques de l'emploi du personnel féminin dans les secteurs secondaire et tertiaire (c'est-à-dire dans l'industrie et le commerce), il ne retrouve son niveau d'avant-guerre que fin 1916 (il y a donc plus de chômeuses jusqu'à cette date) et il ne le dépasse de 20% que fin 1917, au plus fort de l'activité féminine. Cette croissance de l'activité des femmes est plus faible qu'en Allemagne et qu'au Royaume Uni, parce qu'en France on partait de beaucoup plus haut. Autre différence, la France ne crée pas de corps auxiliaires féminins des armées, contrairement au Royaume Uni à partir de 1917.

Que font les femmes au travail ? Certaines retrouvent leur ancien emploi dans l'industrie textile par exemple. D'autres deviennent, selon le terme utilisé à l'époque, des « remplaçantes » de plus en plus visibles dans l'espace public, notamment dans les services tertiaires : elles sont en effet factrices, livreuses de charbon, serveuses de café, conductrices et receveuses de tramway, employées dans les administrations et dans les banques. D'autres encore travaillent dans les usines de guerre, où elles sont cependant les dernières embauchées, tant le travail est considéré comme du « travail d'hommes ». On va d'abord chercher des hommes plus âgés non mobilisés, des jeunes, des étrangers et de la main-d'oeuvre dans les colonies. On rappelle des soldats qualifiés du front pour encadrer cette main-d'oeuvre peu qualifiée.

Les femmes ne sont embauchées qu'à partir de la fin 1915 et au plus fort de leur emploi, fin 1917, elles seront à peu près 400 000, soit un quart de la main-d'oeuvre de guerre. On les appelle « les munitionnettes » car elles sont spécialisées dans la fabrication des obus, employées aux travaux mécaniques en série, là où leur rendement est le meilleur et où une division du travail avec un encadrement masculin (contremaîtres et régleurs de machines) peut se mettre en place. Albert

²⁵ Lucia Tichadou, *Infirmière en 1914, journal d'une volontaire (1885-1961)*, Gaussen, 128 pages, septembre 2014.

Thomas, ministre socialiste de l'Armement, invite les employeurs à embaucher des femmes en plus grand nombre pour libérer des hommes pour le front. Si bien qu'au fur et à mesure de l'avancée de la guerre, un certain nombre de femmes effectuent des tâches de plus en plus qualifiées comme la soudure.

Dans ces usines, les conditions de travail sont difficiles même si les femmes sont bien payées, leurs salaires étant plus élevés que dans les secteurs traditionnellement féminins comme la couture. Toutes les lois sociales étant suspendues, les journées ou les nuits sont longues et fatigantes, sans repos dans la semaine. Attestées par de témoignages de médecins et visibles sur des photographies (posture debout, poids à soulever, mains dans l'huile etc.), ces dures conditions de travail contrastent avec des représentations lénifiantes et érotisées de l'ouvrière de guerre : ainsi une carte postale de 1917 met en scène une jolie munitionnette - boucles blondes, talons hauts, col blanc - qui tient entre ses mains un obus de forme phallique !

LES ÉPREUVES SUBIES

Sur cette question, il faut distinguer « le vaste arrière » de la zone du nord et de l'est de la France qui a été envahie puis occupée.

En zone occupée, l'héroïsme de quelques femmes

L'invasion de 1914 a entraîné des exactions (villages brûlés, exécutions sommaires, viols de femmes), et des déplacements de populations civiles belges et françaises qui fuient, comme elles peuvent, vers le sud. Les épreuves subies par la population majoritairement féminine dans les dix départements occupés du Nord et de l'Est de la France sont douloureuses : pillage des ressources par l'armée allemande, terreur administrative, déportations de travail et des mesures destinées à démoraliser comme l'enlèvement des jeunes filles de Lille à Pâques 1916. Cette population souffre de la faim, comme une grande part des civils allemands, ce qui n'est pas le cas dans la France de « l'arrière ».

La zone occupée a connu aussi des formes de résistance, dont la mémoire, vivace dans les années 1920 et 1930, a été ensuite supplantée par celle de la Résistance contre les nazis lors de Seconde Guerre mondiale. Louise de Bettignies²⁶, chef d'un réseau de renseignements au service de la France et de l'Angleterre, fut l'une de ces héroïnes de la Grande guerre, aux côtés de convoyeuses de réseaux d'évasion.

Ces deux types de réseaux, dirigés par des femmes, sont démantelés l'été 1915 et leurs membres (hommes et femmes) durement condamnés. A l'exception de celle d'Edith Cavell, infirmière britannique exécutée le 12 octobre 1915, les peines de mort sont commuées en forteresse (Siegburg près de Cologne pour les femmes) mais Louise de Bettignies y meure en septembre 1918. Après sa mort, sa famille a fait peindre un tableau à partir d'une photo prise en 1905. Elle a demandé au peintre de mettre sur la robe blanche les décorations françaises et anglaises décernées à titre posthume.

L'héroïsme de ces femmes a été reconnu au lendemain de la guerre. Un monument a été construit à Lille et inauguré par Foch en 1927. Il fut, lui aussi, quelque peu laissé à l'abandon mais il a été réhabilité récemment, signe d'un retour de mémoire sur l'occupation du Nord pendant la Première Guerre mondiale.

²⁶ Chantal Antier, *Louise de Bettignies, espionne et héroïne de la Grande Guerre*, Tallandier, 2013.

À l'arrière, tenir la boutique et cultiver les champs

À l'arrière, la guerre est plus lointaine mais les femmes souffrent de solitude affective, séparées de leur mari, de leur père, de leur fils ou de leur frère, malgré la correspondance qui joue un rôle très important pour maintenir un contact. Des millions de lettres sont échangées chaque jour, ce qui, comme l'a souligné Rémy Cazals, contribue à renforcer l'amour conjugal ou filial. Le deuil est aussi une épreuve douloureuse, inégalement partagée. Les paysans engagés dans l'infanterie constituent le groupe social le plus touché mais il y a aussi les élèves des grandes écoles, notamment les saint-cyriens et les normaliens supérieurs (rue d'Ulm) dont la moitié des promotions en cours de scolarité est morte au combat. Quant aux pénuries des biens de consommation, elles sont relativement limitées. Faute de combustible - les Allemands occupent les principaux bassins houillers - on a froid par les durs hivers de guerre mais on peut rire des restrictions alimentaires parce qu'on ne meurt pas de faim. Enfin, les femmes sont souvent victimes de surmenage, à la campagne comme dans les villes, en raison de l'importance des tâches à accomplir à la maison et à l'extérieur.

LES ENGAGEMENTS

Quelles formes de patriotisme demande-t-on aux femmes françaises, comme aux femmes des autres pays belligérants ? Donner leur fils, souscrire aux emprunts nationaux, être fidèles à leur mari mais aussi faire des enfants, ce qui constitue une différence importante avec le Royaume Uni. La Première Guerre mondiale renforce le pro-natalisme français, comme le montrent de nombreuses cartes postales réclamant de la « graine de poilu ». Le patriotisme au féminin, c'est aussi l'engagement des féministes. Ces militantes, qui se pensent comme l'élite féminine, suspendent leurs revendications, notamment la plus importante alors, celle du droit de vote pour les femmes. Elles suspendent également leur internationalisme d'avant-guerre, comme le dit clairement cette phrase de Jane Misme: « *tant qu'il y aura la guerre, les femmes de l'ennemi seront aussi l'ennemi* ». Elles veulent être des semeuses de courage et refusent toute paix prématurée. Il faut noter aussi - et ce pourrait être une onzième suggestion d'étude après celles mises en avant par Rémy Cazals - le travail de fourmi diplomatique qu'elles ont fourni auprès des Italiennes et des Américaines afin que l'Italie et les Etats-Unis s'engagent « du bon côté ». Figure du Conseil national des femmes françaises, Cécile Brunshwig fonde, quant à elle, l'École des Surintendantes d'Usine, nouveau métier féminin du social.

S'agit-il d'un reniement du féminisme ? La réponse est négative. En effet, ces militantes estiment que si les femmes n'ont temporairement plus que des devoirs, elles font la preuve de leurs compétences et qu'à terme, elles gagneront des droits. Les féministes ont joué un très grand rôle pendant la guerre en valorisant la participation des femmes à l'effort de guerre. Ainsi, la couverture du magazine *La vie féminine* du 15 avril 1917 représente de façon symbolique le travail féminin avant-guerre - la petite modiste avec son carton à chapeau - et la grande et compétente ouvrière de guerre. A partir de 1917, les revendications reprennent, notamment celle du droit de vote.

Si les féministes sont majoritairement patriotes, une petite minorité s'engage du côté du pacifisme, comme Marie-Louise Puech-Milhau, déjà citée, autour de la revue *La paix par le droit*. De même, à l'issue du congrès international qui se tient à La Haye au printemps 1915, quelques Françaises appuient les thèses du congrès « pour une paix future et permanente » (arbitrage obligatoire entre les nations, respect du principe des nationalités, éducation pacifiste des enfants, droit de vote pour les femmes). Elles se rassemblent autour de Gabrielle Duchêne et forment le « groupe de la rue Fondary », du nom de la rue de Paris où habite cette féministe. De ce congrès est née la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, qui existe encore de nos jours.

Parmi les figures pacifistes, on cite souvent en France l'institutrice Hélène Brion. Le leader syndical de la fédération CGT des instituteurs et institutrices de France étant mobilisé, elle lui succède à la tête du syndicat qui évolue vers un engagement pacifiste assumé par sa secrétaire générale. Elle est arrêtée et traduite en conseil de guerre en mars 1918. Elle transforme avec succès un procès en défaitisme et en une plaidoirie pour le féminisme.

Soulignons aussi que la trêve sociale qui caractérise les premières années de guerre est rompue à partir de 1917. De nombreuses femmes sont en grève, y compris dans les usines de guerre. A Paris, les midinettes défilent pour une indemnité de vie chère et la semaine anglaise, c'est-à-dire repos le samedi après-midi, en plus du dimanche.

LES EFFETS DE LA GUERRE

La guerre est-elle émancipatrice ou non ? Il reste peu de temps pour évoquer un large débat historiographique de plusieurs décennies. La réponse ne peut être que nuancée. La société d'après-guerre est marquée par le deuil et l'aspiration collective à un retour à la normale, notamment à une séparation des rôles sexués. Mais en même temps, la guerre a modifié les trajectoires individuelles, notamment celles des jeunes filles de la bourgeoisie, pour la génération de la guerre comme pour celles qui viennent ensuite, illustrées ici par Simone de Beauvoir née en 1908. Elle laisse des postes vides et inaugure une féminisation du tertiaire qui allait s'accroître tout au long du XX^{ème} siècle. Sur le plan des droits, en revanche, aucune des revendications d'avant-guerre n'est satisfaite en France. Le droit de vote, notamment, leur est refusé, alors que les Allemandes et les Britanniques l'obtiennent. La seule avancée émancipatrice est l'alignement, par le décret Bérard pris en 1924, de l'enseignement secondaire féminin sur l'enseignement secondaire masculin. Tous les lycées de jeunes filles sont alors invités à ouvrir des classes qui conduisent leurs élèves au baccalauréat, porte d'accès à l'Université...



Première table ronde : Les femmes dans la Grande guerre

2. Silke Fehleemann : « *Des mères inquiètes pour leurs fils mais contraintes à être courageuses face à l'épreuve* »

Il n'est pas possible de raconter toute l'histoire des femmes en Allemagne entre 1914 et 1918. Je me concentrerai sur les préparatifs de la guerre, non pas sous l'angle des organisations politiques féminines mais sous celui des liens familiaux pendant la guerre. A l'université de Francfort, mon projet de recherche porte en effet sur les membres féminins des familles pendant la Première Guerre mondiale, dont j'analyse à la fois les aspects historique et émotionnel. Dans cet objectif, je m'intéresse aux magazines, aux journaux intimes, aux correspondances publiées, aux romans et aux nouvelles.

UN SERVICE NATIONAL FÉMININ

Il faut d'abord souligner que les Allemandes ont eu des activités et des expériences très diverses pendant cette guerre. L'expérience d'une mère déjà âgée qui avait plusieurs fils au front était très différente de celle d'une jeune infirmière qui s'était portée volontaire dans un hôpital militaire. A cette diversité des expériences et des activités s'ajoute une diversité des attitudes politiques. A cet égard, deux femmes en sont particulièrement représentatives. D'un côté, Clara Zetkin : pacifiste et membre de l'Internationale Socialiste, elle avait organisé, quelques jours avant août 1914, une grande manifestation pacifiste de femmes socialistes à Berlin. Le jour où le Reichstag a voté les crédits de guerre, respectant ainsi l'union sacrée à laquelle le parti socialiste s'était rallié, Clara Zetkin a quitté le parti. C'est à partir de ce moment-là que sa santé s'est dégradée. De l'autre côté, l'écrivaine Thea von Harbou : en 1913, à la demande des cercles militaires, elle avait écrit un recueil de nouvelles qui avait rencontré un grand succès *La guerre et les femmes*. Elle y anticipe le début d'une guerre mondiale. L'une des principales protagonistes de l'ouvrage ressent ce grand bouleversement émotionnel des premiers jours, le tocsin, l'hymne national *La garde du Rhin*, la mer de drapeaux. Cette émotion intérieure est presque comparable à une extase religieuse où l'individu se fond dans la communauté. Thea von Harbou écrit ainsi : « *elle n'arrivait pas à comprendre, elle a cherché à résister, elle a voulu analyser par la raison, elle n'y parvint pas. Tout comme la vague qui submerge tout ce qui passe à sa portée, l'élan sacré du moment l'entraîna sans qu'elle pût résister. Et dans son propre coeur elle sentait battre le coeur de milliers de ses semblables* ».

Les récits de ce type furent nombreux. Ils montrent que certains modes de perception et de ressenti étaient déjà très marqués avant la guerre et que les représentantes du mouvement féministe citoyen étaient bien préparées. Depuis 1912, en effet, il était prévu de créer un service national féminin, une forme d'organisation de bienfaisance pensée en vue de la guerre et mise en oeuvre en 1914. Les femmes étaient volontaires pour participer à ce service national. Il s'agissait, en quelque sorte, d'une version féminine de l'union sacrée qui regroupait des femmes catholiques, protestantes et même sociales-démocrates. Beaucoup de ces femmes étaient très heureuses de pouvoir montrer ouvertement leur engagement pour la communauté et de démentir ainsi le reproche qui leur était fait de ne penser qu'à leurs propres problèmes. Cette attitude positive face

à la guerre était essentiellement véhiculée par des intellectuelles qui appartenaient au milieu des médias et de la culture et qui se considéraient comme les vectrices de la culture.

DES MÈRES ANGOISSÉES POUR LEURS FILS

En revanche, dans la population en général, chez les femmes comme chez les hommes, on ne peut pas parler en août 1914 d'un grand enthousiasme pour la guerre, comme l'ont montré les études faites sur ce sujet. Les sentiments qui agitaient la population étaient contradictoires et changeants. L'enthousiasme était mêlé à la peur, voire à la panique. L'euphorie se teintait d'inquiétude pour les proches. Les chercheurs parlent de « préparation » à la guerre et non « d'enthousiasme ». Les ambivalences étaient individuelles mais aussi régionales. Dans les campagnes, les paysans s'inquiétaient pour les récoltes à rentrer et s'intéressaient peu aux grandes manifestations patriotiques. Dans les quartiers urbains de la bourgeoisie, dans les grandes villes, l'enthousiasme est plus net que dans les quartiers ouvriers. Pour les ouvrières des villes, notamment, la guerre signifiait chômage et hausse des prix. On peut résumer la situation ainsi : les hommes jeunes, protestants, de la bourgeoisie urbaine étaient plus enthousiasmés que les paysannes âgées et catholiques.

Cependant, une expérience rassemblait les femmes de toutes les régions, de toutes les générations et de toutes les confessions : elles ont toutes dû laisser partir au front des membres de leur famille qui étaient le centre de leur vie. Deux tiers seulement des soldats étant mariés, il y avait parmi elles peu de jeunes épouses. Le groupe social principal était constitué par des mères qui s'inquiétaient pour leurs fils.

C'est à ces femmes liées par des sentiments familiaux que je vais m'intéresser car elles concentrent les principaux points communs à toutes les femmes dans l'expérience de la guerre. Il est intéressant de s'interroger sur les modèles auxquels elles se référaient. Comment ces mères et ces épouses de soldats ressentaient-elles l'obligation d'envoyer leurs fils et leurs maris à la guerre ? Dans les textes de propagande, il était admis qu'on pouvait ressentir un sentiment très fort de perte quand un proche partait pour la guerre. Le grand aumônier à la cour de Berlin l'a reconnu dans un prêche : « *à travers les larmes des adieux, scintillaient la fierté et la joie* ». Mais il était interdit de se plaindre et si possible, il fallait pleurer en secret.

Le magazine *Le journal appartient aux ménagères*, l'ancêtre du magazine féminin actuel *Brigitte*, dans lequel deux femmes se demandent en 1914 comment s'habiller, constitue une autre source intéressante. Ce magazine s'adresse aux classes modérées de la moyenne bourgeoisie et se veut apolitique, sans toutefois remettre la guerre en cause.

Les nouvelles publiées dans les premiers mois de la guerre évoquent ces « mères poules » très inquiètes pour leurs fils qu'elles ont envoyés à la guerre mais qui doivent apprendre à être courageuses face à cette épreuve. L'écrivaine Helene von Mühlau décrivait ces adieux émouvants et douloureux dans une nouvelle publiée dans ce magazine : « *il faut aller dans une gare pour voir les figures déchirantes de la douleur et de la souffrance* ». Les journaux intimes de ces femmes de la bourgeoisie, que j'ai évalués, parlent tous de la séparation douloureuse d'avec leurs fils, de peur et d'inquiétude, de douleur sans fin, sans pour autant critiquer la situation politique. Malgré ces sentiments contradictoires, elles étaient convaincues qu'il fallait faire une guerre défensive et elles se considéraient comme les piliers de l'Etat, beaucoup plus que les ouvrières. Elles pensaient même que la guerre avait une fonction éducative.

DES FEMMES DIVISÉES À LA FIN DE LA GUERRE

Elles demandaient aussi souvent à leur mari au front de ne pas se mettre en danger et s'interrogeaient sur la position sociale qui serait celle de leurs fils au retour de la guerre. Elles incitaient parfois, par choix stratégique, leurs fils à se porter volontaire pour choisir le régiment où ils seraient le moins exposés. On touche ici à un mélange de sens du devoir et de douleur profonde, lié au martyre de l'attente des lettres quand les fils étaient au front. Ces souffrances n'ont fait que croître au fil de la guerre avec la faim, le froid et la maladie.

À l'automne 1917, on avait compris que la guerre serait longue ; toutes les familles avaient été touchées par le deuil, même si on ne disposait pas de chiffres précis sur le nombre de victimes. À la question : comment justifier ces morts ?, les uns réclamaient une paix sans condition et sans annexion, quand les associations conservatrices de femmes réitéraient à l'empereur leur indéfectible soutien, affirmant que seule la victoire pouvait justifier le nombre de victimes. La guerre se prolongeant, la construction de l'union sacrée des femmes s'est effondrée et les conflits politiques sont apparus dans toute leur brutalité. Alors que les femmes de la bourgeoisie réfléchissaient encore sur la façon de construire la paix, les ouvrières étaient dans la rue, notamment lors de la grande grève du printemps 1917, avec pour objectif le renversement du pouvoir politique. De nouvelles recherches démontrent que plus de la moitié des grévistes étaient des femmes.

En conclusion, on a vu que de nombreuses femmes intellectuelles ont participé à la préparation de la guerre, portées par le sentiment très fort d'appartenir à une communauté et persuadées, en août 1914, du rôle éducatif de la guerre qui ne laissait pas de place à la peur et à l'inquiétude. Certes, on ne demandait pas aux femmes d'être de fières spartiates et des mères insensibles de héros et, d'ailleurs, elles ne se percevaient pas comme telles. Même si la majorité des femmes ne remettaient pas en cause cette guerre défensive et si le modèle de la mère éplorée était très répandu, l'union sacrée féminine s'est effritée et à la fin de la guerre les femmes étaient encore plus divisées que les autres groupes de la société allemande.

J'aurais pu parler des cantinières, des munitionnettes et des infirmières mais je souhaitais développer cet aspect moins connu de la situation des allemandes dans la Première Guerre mondiale.



Première table ronde : Les femmes dans la Grande guerre

3. Karen Hunt : « *Qui était la femme au foyer pendant la Grande guerre ?* »

Les représentations populaires du rôle des femmes sur le front intérieur « home front » britannique pendant la Grande guerre racontent les mêmes histoires : les femmes ont fait leur devoir de patriotes en tricotant des chaussettes, en devenant infirmières, en fabriquant des armes et en remplaçant les hommes. Après la guerre, elles ont été récompensées de leur patriotisme par l'obtention du droit de vote.

Cette histoire, répétée à l'envie, repose sur un malentendu et ne reflète pas la diversité des expériences vécues par les femmes pendant la guerre. Elle refuse aussi de reconnaître que la guerre n'a pas bousculé de façon fondamentale le système patriarcal subi par toutes les femmes, quelle que soient leur classe sociale, l'endroit où elles habitent ou leur attitude face à la guerre. Si quelques portes ont semblé s'ouvrir un temps pendant la guerre, la plupart leur furent brutalement refermées après. Or, c'est un narratif optimiste selon lequel la guerre a (plus ou moins) émancipé les femmes que l'Imperium War Museum retient et lie aux images du front britannique. C'est ce narratif dont veut se souvenir l'inconscient populaire et qu'on retrouve dans la mémoire locale comme dans les documentaires et les fictions télévisés. C'est pourquoi quand nous nous représentons les femmes pendant cette période, nous pensons plus aux munitionnettes ou aux membres de la Voluntary Air Detachment qu'à celles qui faisaient la queue pour avoir du pain. La reconnaissance de la Première Guerre mondiale comme guerre totale a mobilisé la population civile, en faisant une partie essentielle de la machine de guerre : dès le départ, l'idée s'est imposée qu'il s'agissait d'une nouvelle guerre et que la femme n'aurait pas à se limiter à attendre les nouvelles mais qu'elle aurait un rôle différent à jouer.

REPLACER LA FEMME AU FOYER DANS LES HISTOIRES DE LA GRANDE GUERRE

Or, si nous voulons comprendre ce que fut réellement la vie quotidienne au Royaume Uni au fur et à mesure que se déroulait la guerre et que s'aggravait la crise entre 1914 et 1918, il faut redonner aux femmes leur juste place. La femme au foyer est marginalisée dans ce narratif qui se concentre essentiellement sur les libertés et les opportunités apportées par la guerre aux femmes. On peut en sourire, mais nous en savons plus sur ce qui se passait dans d'autres pays belligérants comme l'Allemagne ou l'Autriche qu'au Royaume Uni. Cela illustre bien la façon dont les Britanniques se représentent l'histoire de la Grande guerre.

Remettre la femme au foyer dans les histoires que nous racontons sur la guerre nous permet de modifier la vision que nous nous faisons du front et de ne pas nous limiter à une image partielle de ce que la guerre a représenté pour les femmes au niveau individuel et collectif. En réalité, les femmes n'ont pas été que des « munitionnettes ». En outre, une partie seulement du travail qu'elles effectuaient était rémunérée. Elles n'ont pas immédiatement remplacé les hommes appelés sous les drapeaux. Il a fallu prendre des dispositions pour qu'elles accèdent à des emplois qualifiés et ce, seulement pour la durée de la guerre, comme on le précisait à l'époque. En effet, les accords négociés par les syndicats non seulement protégeaient les emplois des hommes

qualifiés mais permettaient de trouver des remplaçantes choisies par les employeurs. Il était évident que la division sexuelle du travail reprendrait ses droits après la guerre.

L'histoire des femmes pendant la guerre n'est donc pas simple. Tout dépendait pour elles des opportunités, des contraintes particulières ou des circonstances individuelles qu'elles rencontraient. Les statistiques en témoignent. Selon le bureau du Travail, 1 659 000 femmes se sont portées sur le marché du travail entre juillet 1914 et juillet 1918. Ce chiffre significatif représente certes des changements majeurs dans les vies personnelles de ces femmes au cours de la guerre. Cependant, d'autres statistiques existent, qui ont été négligées, qui portent sur un autre groupe de femmes. En Angleterre et au Pays de Galles, en 1911, 14 357 113 femmes avaient plus de dix ans et étaient des travailleuses potentielles. Mais seules 4 830 734 avaient un emploi salarié, soit 33,65%. En 1921, 5 065 332 femmes de plus de douze ans, soit 32,26%, avaient un emploi salarié. Une majorité de femmes n'étaient donc pas salariées et une grande partie d'entre elles était des femmes au foyer qui devaient faire « faire bouillir la marmite », quels que soient les revenus de leur mari ou de leurs enfants. Celles qui vivaient seules étaient aussi femmes au foyer. Comment, dès lors, les comparer au nombre de femmes qui étaient entrées dans la main-d'oeuvre de guerre ? Martin Pugh estime à un quart l'augmentation du nombre de femmes salariées, soit un peu plus de six millions. On peut estimer qu'au total ce sont 10,63 millions de femmes au foyer qu'ont comptés l'Angleterre et le Pays de Galles en 1911 et 11,75 millions en 1921. Il y avait donc beaucoup plus de femmes au foyer que de femmes travaillant dans les activités de guerre. Même les femmes seules qui travaillaient devaient se nourrir et effectuer leur travail domestique ou trouver quelqu'un pour le faire, d'où l'importance des foyers pour les munitionnettes nouvellement recrutées.

UNE ÉTUDE SUR LA FEMME AU FOYER RESTE À FAIRE

Dès lors, que se passe-t-il si nous remettons cet important groupe de femmes, qui n'avaient pas d'emploi rémunéré et dont beaucoup étaient des femmes au foyer dans l'histoire de la Première Guerre mondiale ?

Bien que certains historiens reconnaissent qu'il est important de raconter leur histoire, on évoque très peu leurs expériences, la façon dont elles étaient vues, comment elles se voyaient elles-mêmes et quelle incidence cette situation pouvait avoir sur leur identité et sur ce qu'elles faisaient chaque jour. Il est donc indispensable de réintégrer les femmes au foyer dans les histoires de la Première Guerre mondiale et de les suivre dans leur vie quotidienne. L'une de leurs principales responsabilités était de convertir les revenus en repas sur la table. Or, pendant la guerre, cette tâche quotidienne n'était pas toujours facile à assumer en raison d'une distribution inégale, voire d'une pénurie, de denrées alimentaires et de carburant entraînant de longues queues dans les magasins.

Cette question, qui, au départ, semblait ne concerner que les femmes au foyer, est devenue au fil des mois une préoccupation des pouvoirs publics. Cette pénurie alimentaire a d'ailleurs touché tous les pays belligérants. Des manifestations violentes, auxquelles participaient notamment des femmes au foyer appartenant à la classe ouvrière, se sont déroulées dans le monde entier de 1917 à 1918. De telles manifestations n'eurent pas lieu en Grande-Bretagne car sur le front intérieur les femmes au foyer sont restées muettes et cachées derrière leurs soeurs plus visibles qu'étaient les munitionnettes et les Voluntary Air Detachment. Pourquoi ?

Malgré les différentes analyses du front intérieur par les historiens, peu d'attention a été portée à la vie des civils, particulièrement à celle des femmes au foyer dans leur vie quotidienne. Le pro-

jecteur demeure essentiellement braqué sur le travail salarié et sur les opportunités et les libertés que la guerre a pu apporter à un certain nombre de femmes. Les études féministes portant sur la Grande guerre ont, elles aussi, privilégié les femmes qui disposaient d'un emploi salarié. La plupart d'entre elles, publiées dans les années 80, se sont principalement penchées sur la division sexuelle du marché du travail. Des travaux récents ont mis l'accent sur l'identité de la femme en période de guerre, comme l'étude de Susan Grayzel comparant la question de la maternité en Grande-Bretagne et en France. Bien que cette étude n'ait pas eu pour objet de donner une voix à la femme au foyer pendant la Première Guerre mondiale, elle a cependant établi le contexte que je veux décrire.

Il n'en reste pas moins qu'une étude détaillée sur la femme au foyer en Grande-Bretagne pendant la Première Guerre mondiale doit encore être écrite, comme celle de Belinda Davis sur Berlin ou celle de Maureen Healey sur Vienne qui témoignent de ce que ce type d'étude peut apporter à la connaissance du front intérieur britannique.

QUI ÉTAIT LA FEMME AU FOYER ?

En effet, le rôle de la femme au foyer en Grande-Bretagne reste encore assez opaque et son identité demeure assez vague. La terminologie elle-même est ambivalente puisqu'elle peut être utilisée pour permettre à un groupe social de se faire entendre mais peut aussi désigner une identité individuelle ou collective. En fait, c'est la classe sociale, particulièrement, qui détermine l'utilisation du mot « housewife » pour désigner les femmes au foyer et la façon dont ces femmes se définissent elles-mêmes ainsi.

La Première Guerre mondiale est un moment particulier où « la femme au foyer », distincte de la femme ou de la mère, émerge dans le discours public, au niveau national comme au niveau local. Elle est évoquée aussi bien par les formations politiques et par toute une série de groupes de pression que par les mouvements féministes ou des femmes connues. La femme au foyer parlait aussi en son nom et agissait. Elle allait faire ses courses, exécutait les tâches domestiques, faisait la queue pour se procurer de la nourriture, pouvait faire du lobbying, s'engager dans des actions de boycott ou participer à des manifestations.

Pour autant, la question demeure complexe de savoir qui étaient vraiment les femmes au foyer qui patientaient dans les queues. Contrairement à l'Allemagne et à l'Autriche, en Grande-Bretagne, « consommateur » et « femme au foyer » n'étaient pas synonymes. C'est pourquoi, d'ailleurs, cette difficulté a limité l'auto-organisation des femmes au foyer. En outre, le terme « housewife » était peu utilisé dans le langage courant. Les travaillistes, la presse féminine et les publications du gouvernement ne l'employaient pas. Ce n'est qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale que ce terme deviendra un point de ralliement de certaines femmes politiques appartenant à la classe moyenne et se situant souvent à droite.

C'est dire si le langage était important. Ainsi, par exemple, le *National Women Council* (NWC), utilisa le terme de « housekeeper » dans sa campagne alimentaire visant les femmes au foyer de la classe ouvrière. Des groupes ou des ligues de femmes au foyer existaient en Autriche et aux Etats-Unis mais il y en avait très peu en Grande-Bretagne. Il y avait bien le « Rugby Housewife Committee » (1913-1920) qui se penchait sur les pénuries de guerre et qui faisait du lobbying pour que les femmes soient mieux représentées au sein du « Rugby food control committee », mais il constitue un exemple rare. Au fur et à mesure de la progression de la guerre, la façon dont le terme « housewife » sera utilisé à propos des femmes au foyer et par elles donna une assez bonne indication de la manière dont la question de la nourriture était devenue une question centrale pour le front intérieur.

Dans la presse de guerre locale et nationale, la femme au foyer était aussi une figure énigmatique dont on parlait épisodiquement. Ainsi, on trouve dans le *Daily Mail* des références aux femmes au foyer à l'occasion des informations régulières qu'il donnait sur le niveau des prix alimentaires à Londres et sur d'autres marchés ou quand des correspondants se faisant passer pour des femmes au foyer ou parlant en leur nom évoquaient les préoccupations communes de ces femmes. Comme, notamment, comment mettre un terme au gâchis de la nourriture. Toutefois, certains de ces correspondants anonymes représentaient des femmes au foyer, qui, par leur position sociale, étaient très différentes de celles que le *National Women Council* (NWC) cherchait à galvaniser ou de celles qui formaient les délégations au Food Controller en 1917. Ce dernier a été organisé par le Parti des femmes. Son action a consisté à envoyer à travers tout le pays des femmes qui se définissaient comme des femmes au foyer et qui parlaient des terribles souffrances ressenties dans les queues pour obtenir de la nourriture, particulièrement quand on la leur refusait. Aux yeux de certaines, cette situation annonçait « une révolution proche ». Le *Daily Mail* faisait aussi des reportages sur ces queues devant les boutiques et sur les marchés, notant qu'à Portsmouth des femmes de toutes classes sociales s'y retrouvaient ! Fin 1917, bien qu'il s'agisse d'un journal conservateur, ses éditoriaux expliquaient que le seul remède à la rareté de la nourriture était de mettre en place un système équitable et obligatoire de rationnement. La femme au foyer était donc présente dans les journaux et sur le front intérieur britannique, mais elle reste cependant un personnage ambigu défini le plus souvent par sa position sociale. Toutefois, les défis croissants qui se posaient à toutes les femmes au foyer traversaient toutes les classes sociales. En 1915, le *Manchester Guardian* constatait que, dans les dernières semaines, les marchés ouverts, où longtemps seuls les pauvres s'approvisionnaient, les femmes au foyer de la classe moyenne s'y rendaient désormais, à l'image des femmes au foyer en France, en Autriche ou en Suisse.

Comment, dès lors, comprendre le rôle des femmes pendant la Première Guerre mondiale si on y réintroduit les femmes au foyer ? La femme au foyer est définie comme faisant partie d'un groupe assez vaste mais à peine visible dans les narratifs populaires ou universitaires. Il est difficile de la trouver ou de faire la différence entre la façon dont elle se faisait entendre sur la place publique sur la nécessité d'économiser et la façon dont elle devait survivre sur le plan matériel mais aussi affectif pour elle-même et pour sa maisonnée. Mais il est clair que la remettre au coeur de l'histoire de la Première Guerre mondiale fait une différence. Son expérience est façonnée par son appartenance à sa classe sociale, ou plus précisément à celle de son mari si elle en avait un. Sa position matérielle est également déterminée par le niveau de revenu de la famille qui, pendant la guerre, a été souvent fortement réduit. L'endroit où elle vit importe aussi : les quartiers urbains très peuplés diffèrent des villes de province, des villages ruraux ou de la grande banlieue. Même si ce n'est pas encore tout à fait admis, l'ensemble de ces facteurs autorise à penser qu'il serait plus approprié de parler de « fronts intérieurs locaux ».

Certes, donc, des différences étaient fondées sur la classe sociale, sur l'âge, sur la composition du ménage, sur la situation des hommes au front et sur le niveau des relations avec d'autres femmes au foyer. Mais il y a aussi des similitudes, celle de partager les mêmes défis et les mêmes réponses n'étant pas la moindre. La balance entre ces différences et ces similitudes a eu une incidence sur les raisons pour lesquelles les femmes ont choisi de se dire « femmes au foyer » et sur les conséquences pour elles-mêmes et pour leurs communautés locales.

Alors, quelle est notre compréhension de la guerre en y incluant la femme au foyer plutôt que cette femme indifférenciée, qu'elle soit femme, mère, ouvrière ou volontaire ? Cela nous conduit à reconnaître la diversité des expériences du front intérieur qui était loin d'être homogène. Non seu-

lement parce que la population civile était beaucoup plus diversifiée qu'on le dit généralement, comme le montrent les photos de scènes de rues mais aussi parce que le front intérieur a changé au fil de la guerre. Cela apparaît clairement quand on lit les articles de la presse locale qui expliquent comment la vie quotidienne a évolué dans un contexte changeant et imprévisible. Ce fut la première expérience de guerre totale en Grande-Bretagne comme ailleurs. A chaque échelon de la société, la guerre a confronté les populations à des défis auxquels personne n'était préparé et qui imposaient d'improviser des solutions. Même si l'économie de guerre était plus centralisée qu'en temps de paix, le front intérieur ne pouvait réussir que si on travaillait au niveau des communautés locales et de la vie quotidienne. La femme au foyer en constituait un maillon important.

Mettre en lumière la femme au foyer pendant la Première Guerre mondiale souligne l'importance du front intérieur dans la poursuite de la guerre. La nourriture était une arme de guerre, mise en oeuvre chaque jour non par le gouvernement national mais par les femmes au foyer dans leurs cuisines, dans les boutiques et sur les marchés, faisant la queue pour acheter de la nourriture. Des blocus navals allemands et britanniques avaient pour objectif de casser le moral des civils puisque nourrir une population (y compris les travailleurs de l'armement) ainsi que l'armée pouvait conduire l'économie de guerre à son point de rupture. Dans une guerre totale, la question du moral des civils est importante. Des émeutes pour la nourriture pouvaient faire tomber les gouvernements. Plus encore, l'énorme volume de lettres échangées entre le front intérieur et le front extérieur signifiait que le moral des soldats pouvait être sérieusement atteint par des nouvelles de famine, de souffrance et de pénurie touchant leur famille alors qu'ils croyaient se battre pour l'éviter. La cuisine était la clé vers la victoire !

COMMÉMORER « LA FEMME AU FOYER INCONNUE »

S'intéresser aux femmes au foyer pendant la Première Guerre mondiale doit nous permettre de nous montrer plus critique concernant les voix que nous devons entendre quand on examine « l'expérience de la Grande guerre ». En Grande-Bretagne, on privilégie le gouvernement, l'écrivain et l'artiste, la voix des soldats et celle des volontaires, mais écouter les voix des femmes ordinaires sur le front intérieur, particulièrement celle de la femme au foyer, est beaucoup plus difficile. Or le gouvernement s'était inquiété du coût de la vie et de la nourriture, plus que des protestations du monde industriel, qui allaient déstabiliser le front intérieur et mettre en danger le front extérieur.

Replacer la femme au foyer dans les histoires de la Première Guerre mondiale nous permet de mieux comprendre ce que le front intérieur signifiait pendant la vie quotidienne et pourquoi la femme au foyer et la préparation des repas quotidiens était au centre de l'expérience de cette première guerre totale, comme partout d'ailleurs. Cela va aussi déterminer dans quel ordre on se souvient de qui et de quoi. Une « guerre totale » est une expérience qu'a connue la population civile mais aussi les militaires et le gouvernement. Mais en Grande-Bretagne, on a du mal à s'en souvenir. Et à ce propos, je voudrais poser une dernière question : pourquoi considère-t-on encore comme une transgression de suggérer de reconnaître ce que la Première Guerre mondiale a signifié pour chaque nation combattante ? Commémorer « la femme au foyer inconnue » plutôt que le soldat inconnu, c'est consolider la place du front intérieur dans notre histoire de la guerre et permettre d'élargir les personnages et les événements dont nous choisissons de nous souvenir et d'honorer dans cette première guerre totale.



Deuxième table ronde : 100 ans d'émancipation des Européennes

1. Florence Rochefort : «*Dans le sillage des acquis égalitaires, comprendre ce que les études de genre ont à dire* »

Comment, au moment des commémorations de la Première Guerre mondiale, rendre compte de 100 ans d'émancipation des femmes ? Pour retracer l'évolution exceptionnelle et spectaculaire de l'émancipation des femmes en France depuis 1918, on peut déjà rappeler les dates marquantes des lois qui ont fait avancer les droits des femmes. Ces acquis législatifs devraient d'ailleurs faire partie intégrante de la culture scolaire.

LES LOIS DE PROGRÈS...

Rappelons les plus marquantes. Réclamées depuis le XIX^e siècle, la loi du 18 février 1938 lève l'incapacité juridique des femmes mariées, l'ordonnance du 21 avril 1944 accorde enfin le droit de vote et d'éligibilité aux femmes. La loi du 13 juillet 1965 réformant les régimes matrimoniaux permet aux femmes mariées de gérer leurs biens propres et d'exercer une profession sans l'autorisation de leur mari. La loi du 28 décembre 1967, dite loi Neuwirth, légalise la contraception. La loi du 4 juin 1970 supprime la notion de chef de famille et substitue à l'autorité paternelle l'autorité parentale. La loi du 17 janvier 1975, dite loi Veil, légalise l'interruption volontaire de grossesse (IVG). La loi du 6 juin 2000, dite loi sur la parité, favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux. La loi du 4 juillet 2001 fait passer le délai légal pour une IVG de dix à douze semaines. Enfin, la loi du 17 mai 2013 autorise le mariage pour tous après qu'en 1999 le PACS ait été établi. En 2014, un projet de loi porté par la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, concerne l'égalité des sexes dans son ensemble.

Ces avancées législatives précédant les années 1970 ont été mises en lumière par des historiennes spécialistes des femmes et du genre qui ont travaillé notamment dans le sillage de Michelle Perrot, non sans risquer une certaine opprobre du milieu des historiens pour qui il ne s'agissait que d'une histoire mineure ou d'un non-sujet. Avant cet apport historiographique, ces dates étaient largement inconnues. Une anecdote en témoigne : en 1994, je me suis rendue à l'Assemblée nationale avec Laurence Klejman avec qui j'avais soutenu une thèse sur l'histoire des féminismes sous la III^e république, pour proposer que soit organisé un événement commémorant les cinquante ans du droit de vote des femmes. Le responsable des commémorations qui nous a reçues a exprimé sa surprise, persuadé que les femmes n'avaient obtenu le droit de vote qu'en 1945 ! Depuis, nombre de chronologies sont accessibles sur internet et ont permis de corriger cette erreur commune. Mais s'il est essentiel de faire connaître aux jeunes générations la liste de ces acquis, il est aussi essentiel de leur donner les clés d'une histoire souvent plus complexe qu'on ne l'imagine.

... SE HEURTENT À DES RECVLS ET DES BLOCAGES

Une simple chronologie donne des éléments d'information, mais elle ne rend compte ni de l'historicité ni de la complexité des droits des femmes. Or, chacun de ces moments doit être remis dans son contexte et commenté pour en donner le sens et les enjeux, ne pas oublier les différents acteurs/actrices qui se mobilisent pour ou contre les droits des femmes, et ne pas éluder les nombreux débats de sociétés qu'ils ont suscités²⁷. Pour rendre compte d'une histoire beaucoup moins cumulative qu'il n'y paraît, il faut ajouter à cette liste les dates de restrictions et de reculs. Le livre de l'américaine Susan Faludi a mis en lumière l'effritement des acquis féministes des années 1980 aux Etats-Unis et a popularisé le terme de *backlash*²⁸. Bien d'autres exemples similaires ont marqué le XX^e siècle. Françoise Thébaud montre ainsi les effets ambigus de la Première Guerre mondiale sur l'émancipation des femmes, contrairement aux idées reçues. On relève par exemple, que la loi de 1920 interdit toute pratique et toute propagande sur la contraception et celle de 1923 correctionnalise l'avortement pour mieux le réprimer par des juges professionnels et non pas des jurys populaires, souvent sensibles aux conditions sociales et psychologiques et enclins à l'acquiescement. Dans l'immédiat après Première Guerre mondiale, on assiste ainsi à la mise en place d'un pouvoir plus répressif qu'avant-guerre pesant sur les femmes au nom de l'urgence de la repopulation et de la « moralité publique » – mesures qu'approuvent les féministes modérées. En effet, le mouvement pour les droits des femmes n'est pas un bloc homogène et ce qui nous semble un acquis fondamental, à savoir la contraception et le droit à l'avortement, est loin de faire l'unanimité. Hormis pour une minorité de féministes radicales néomalthusiennes, ces revendications appartiennent aux années 1960 et surtout 1970, de même que les revendications de libération sexuelle.

La question de l'égalité économique est plus consensuelle. Et dans le bilan d'un siècle de lutte pour les droits des femmes, il faut aussi évoquer la mobilisation contre les lois de 1930 qui, après la crise de 1929, tentent d'interdire le travail des femmes mariées, notamment dans la Fonction publique, interdiction qui sera prolongée dans les années 1940. L'histoire de l'adoption de la loi de 1938 met d'autres clivages en lumière : non seulement ceux avec les adversaires de l'égalité mais aussi avec les mouvements féminins catholiques. Les féministes étaient soutenues par le Parti radical qui n'était par ailleurs pas favorable du tout au droit de vote des femmes et donnait par là quelques gages de bonne volonté. Les groupes féminins catholiques, se faisant l'écho de leurs autorités religieuses, ont lutté très efficacement pour limiter le projet notamment sur deux points : la réforme des régimes matrimoniaux et de l'autorité paternelle. C'est leur point de vue qui l'a emporté, empêchant l'égalité dans le couple parental et introduisant la notion de « chef de famille »²⁹.

On pourrait aussi s'appesantir sur les années 1940, avec la criminalisation de l'avortement et la condamnation à mort puis l'exécution, en 1943, de Marie-Louise Giraud. Le régime de Vichy ne constitue pas qu'une parenthèse, le personnel politique et plus encore l'idéologie qui permet la mise en oeuvre de cette législation et qui s'oppose à l'égalité civile, est déjà à l'oeuvre dans les

²⁷ Sur les hommes féministes voir Alban Jacquemart, *Les hommes dans les mouvements féministes*, Rennes, PUR, coll. Archives du féminisme, 2015 ; Florence Rochefort et Éliane Viennot (dir.) *L'engagement des hommes pour l'égalité des sexes*, St-Etienne Publications de l'Université de St-Etienne, 2013.

²⁸ Susan Faludi, *Backlash la guerre froide contre les femmes*, Paris, Ed. des femmes, 1993 (traduit de l'américain).

²⁹ Florence Rochefort, « Laïcisation des moeurs et équilibre de genre, le débat sur la capacité civile de la femme mariée (1918-1938) », n° spécial 87 Laïcité, séparation, sécularisation 1905-2005, juillet-septembre 2005, p.129-141.

années 1930. Il y a, certes, avec le gouvernement de Vichy, de très profonds changements de nature du régime (l'aspect racial notamment) mais aussi des prolongements avec le régime antérieur, notamment sur le familialisme qui donne la priorité à la famille comme unité sociale contre l'idée des droits de la femme pouvant disposer de son autonomie.

Du côté de la Résistance et des forces libres, les ambivalences persistent également et resurgissent au moment de la discussion autour des droits politiques à l'Assemblée consultative provisoire d'Alger. Malgré les hésitations de certains, l'ordonnance du 21 avril 1944 donne aux Françaises l'égalité politique, mais l'on doit s'interroger sur la persistance du familialisme à la Libération et jusque dans les années 1960. Les décrets d'application de la loi Neuwirth (1967) qui légalise la contraception ont ainsi été très longs à être adoptés (jusqu'en 1972). Ce n'est que la loi de décembre 1974 élargissant les compétences de 1967 sur la contraception, qui permet son accès aux mineures sans autorisation des parents³⁰.

Plus récemment, les modalités défailtantes d'application de la loi de 1975 sur l'IVG, les limites de l'impact de celle sur la parité (2000) ou encore l'abolition brutale de la loi sur le harcèlement sexuel en 2012, témoignent des multiples freins à l'égalité.

Ainsi, pour bien comprendre l'histoire de 100 ans d'émancipation des Européennes, l'histoire des féminismes et de leurs alliés doit être complétée par celle de l'antiféminisme et de toutes les forces politiques qui s'opposent au mouvement égalitaire, y compris dans des camps progressistes, et qui ralentissent les effets des lois³¹. On doit prendre en compte les divisions au sein des courants féministes, la force des résistances et la façon dont les cartes sont redistribuées quand resurgissent des mobilisations féministes. Le progrès est toujours fluctuant, il n'est ni continu ni immuable et peut toujours être remis en cause. Une loi est un symbole, mais l'histoire de sa mise en oeuvre est fondamentale pour en saisir la portée.

UNE LONGUE PRISE DE CONSCIENCE

Une histoire trop rapide de l'émancipation des femmes pourrait parfois faire oublier l'importance des mobilisations féministes qui y ont contribué³². L'histoire sociale, politique et culturelle des féminismes est alors indispensable. Elle est sans cesse traversée par des contextes généraux qui favorisent ou, au contraire, entravent le projet d'égalité des sexes et d'acquisition de libertés pour les femmes. Il revient cependant aux féministes des XIX^e et XX^e siècles de favoriser, non sans difficulté, la prise de conscience de l'inégalité des sexes, d'abord par des minorités puis par des mouvements plus importants. Le rôle des féministes a été de proposer et de divulguer une logique égalitaire et convaincre de la nécessité de réformes. Le déni et l'occultation ont été des obstacles de taille. Aussi à l'argument raisonnable qui démontre l'injustice, chiffres et témoignages à l'appui, sont souvent venues s'ajouter des actions spectaculaires et provocatrices pour tenter de faire changer les mentalités ou créer un nouveau rapport de forces³³.

³⁰ Bibia Pavard, Florence Rochefort, Michelle Zancarini-Fournel, *Les lois Veil. Les lois événements fondateurs. Contraception 1974, IVG 1975*, Paris, Armand Colin, 2012.

³¹ Eliane Gubin et al. (dir.), *Le Siècle des féminismes*, Paris, Editions de l'Atelier, 2004 ; Christine Bard (dir.), *Le Siècle des antiféminismes*, Paris, Fayard, 1999.

³² Florence Rochefort, « Féminismes et égalité des sexes, approche socio-historique (XIX^e-XX^e siècle) », in Sandrine Dauphin & Réjane Sénac (dir.), *Femmes-hommes : penser l'égalité*, Paris, La documentation Française, 2012, p.17-27.

³³ Bibia Pavard, Michelle Zancarini-Fournel, *Luttes des femmes Cent ans d'affiches féministes*, Paris, Ed les Echappés, 2013.

En 100 ans, nous sommes passés d'une société inégalitaire qui refusait des droits aux femmes, au nom de leurs supposées différences et des missions d'épouses et des mères qu'elles devaient remplir, à une société qui accepte l'idée d'égalité et qui, depuis les années 1990, se revendique égalitaire avec fierté. Il s'agit certes d'un progrès, mais, paradoxalement, cette affirmation tend à gommer les inégalités qui émergent ou qui persistent. L'égalité des sexes comme valeur est aussi parfois utilisée pour renforcer la dangereuse et erronée analyse du « choc des civilisations ». Ainsi, à chaque génération, d'autres besoins et d'autres enjeux féministes surgissent liés à la persistance et au renouvellement d'une domination masculine, mais aussi aux autres inégalités sociales ou ethniques. L'égalité juridique ne suffit plus, même si la vigilance persiste dans le domaine économique, de la violence ou de la lutte contre les stéréotypes. L'égalité des chances et la lutte contre les discriminations sont devenues des enjeux majeurs.

Ce renouveau est marqué dans les années 1990-2000, par l'émergence des mouvements gays et lesbiens dont les priorités entrent en convergence avec une grande partie des courants féministes, attachés depuis les années 1970 aux libertés sexuelles et à la reconnaissance du lesbianisme. L'histoire des homosexualités comme celle des masculinités est venue enrichir les questionnements de l'histoire des femmes qui s'est largement ouverte à la question du genre qui lient ces différents domaines³⁴. Parmi les acquis, on doit en effet aussi mentionner le développement des études sur le genre³⁵ dans toutes les disciplines malgré encore bien des réticences académiques. Le soutien politique régional³⁶, national et européen à ce champ de recherche s'avère encore déterminant. Mais si la France tend à rattraper le retard qu'elle accuse encore dans ce domaine de recherche internationalement développé, elle a cependant été marquée par des mobilisations « anti genre » d'une ampleur étonnante depuis 2011.

UN DÉFERLEMENT RÉACTIONNAIRE

Nous avons assisté à un bien étrange déferlement réactionnaire qui, outre son aspect homophobe, sexiste et raciste, mettait en cause directement les études de genre. Il a même été proposé la mise en place d'une commission parlementaire pour examiner la scientificité de ce champ³⁷. C'est une démarche contre le monde scientifique comme on n'en n'avait encore jamais rencontré et dont on doit souligner la gravité. Ce n'était pas seulement le résultat des recherches sur les inégalités qui est visé mais l'hypothèse même sur laquelle elles reposent. Contre l'idée d'une prédestination religieuse ou naturelle d'un éternel féminin, les études de genre scrutent la façon dont les sociétés pensent et organisent de façon variable la différenciation des sexes d'où découlent une hiérarchisation et des discriminations. La notion de genre a permis de saisir ce qui fait système à un moment donné et dans diverses sociétés entre la symbolisation du masculin et du féminin, la conception des rôles et fonctions de chaque sexe et des sexualités et différentes formes de domination masculine. L'hyper politisation par la droite et l'extrême droite de cette thématique doit inciter les forces de gauche à s'emparer de ce stimulant concept qui nous aide à mieux comprendre les ambivalences de 100 ans d'émancipation des femmes.

³⁴ La revue *Clio Histoire, Femmes, Sociétés* a pu à la faveur d'un changement d'éditeur introduire le terme de genre dans son titre en s'intitulant *Clio Femmes, Genre, Histoire*.

³⁵ Laurie Laufer et Florence Rochefort (dir.), *Qu'est ce que le genre ?* Paris, Payot, 2014.

³⁶ La Région Ile-de-France a notamment soutenu les études de genre comme un Domaine d'Intérêt majeur et a fourni ces dix dernières années plus d'une soixantaine de bourses à des jeunes doctorant-e-s et postdoctorant-e-s via l'Institut Emilie du Châtelet.

³⁷ Réjane Sénac, « Le contrat social à l'épreuve de l'offensive contre ladite "théorie du genre" », in Laurie Laufer et Florence Rochefort (dir.), op cit, p 231-244.



Deuxième table ronde : 100 ans d'émancipation des Européennes

2. Barbara Stiegler : « *Face au retour en arrière, un long chemin reste à parcourir pour parvenir à l'égalité entre les sexes* »

Je vais mettre l'accent sur le mouvement des femmes au cours des cent dernières années, sur ses succès mais aussi sur les échecs de l'émancipation. Ce sera le regard d'une Allemande sur l'Allemagne.

TROIS GRANDS MOUVEMENTS FÉMINISTES

On vient d'évoquer les vagues hautes et basses de l'histoire du mouvement féministe. J'aime bien cette image de la vague montante et descendante. Dans la vague montante, les femmes se retrouvent dans des associations, leur action est de plus en plus visible. Et quand la marée redescend, ce n'est jamais tout à fait terminé, il y a toujours une deuxième vague qui remonte. Cette image correspond bien à l'histoire du féminisme allemand qui a connu trois grands mouvements. Le premier a débuté en 1848 avec la révolution citoyenne et bourgeoise. Le deuxième mouvement se situe en 1865. Si les femmes ont été très actives à ce moment-là, on constate cependant une certaine diversité dans leurs analyses. Certaines pensaient que l'éducation permettrait aux femmes de s'émanciper. D'autres, marxistes et radicales socialistes, estimaient que leur liberté ne pourrait passer que par le dépassement de l'ordre capitaliste mondial. Pour d'autres encore, l'égalité entre les femmes et les hommes passait par l'obtention des mêmes droits dans l'ordre établi d'alors. Enfin, les radicales féministes voulaient que la liberté triomphe du patriarcat. Ces orientations se retrouvent toujours dans les mouvements féministes actuels. Si en 1918, le mouvement féministe a connu un bel épanouissement, la marée est vite redescendue et il a fallu attendre 1968 pour qu'un nouveau grand mouvement féministe ré-émerge.

Ce troisième mouvement, celui qui va de 1968 à 2000, a connu quatre étapes. Dans un premier temps, les femmes se sont réunies en petits groupes démocratiques pour promouvoir de petits projets. Dans un deuxième temps, elles ont aussi essayé d'influer sur les médias en parlant de sujets comme l'emploi, la reproduction, le corps et la sexualité ou encore la violence et le trafic des femmes. Puis, dans une troisième étape, elles ont tenté de faire pénétrer les idées égalitaires dans les institutions chargées de promouvoir l'égalité des droits, notamment dans les services publics et dans l'administration. Enfin, dernier temps, on est passé de la politique des femmes à la politique des genres.

Succès et échecs du mouvement féministe

Où en sont les droits des femmes aujourd'hui ? J'en donne rapidement une chronologie succincte : 1918 : les femmes obtiennent le droit de vote. En 1994, la nouvelle constitution adoptée après l'unification stipule que l'égalité entre les femmes et les hommes est un objectif que l'Etat doit promouvoir activement. Il s'agit d'une norme juridique très importante à laquelle on peut se référer. En 1997, le viol conjugal est reconnu comme un délit. Cette disposition est un coup porté au patriarcat. En 2001, première loi sur le « partenariat enregistré » (comparable au PACS), ainsi qu'une loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes. En 2001, la loi sur la protection contre la

violence prévoit l'interdiction d'accès de l'agresseur au domicile de la femme. En 2007, est créée l'allocation parentale pour les deux parents prévoyant une compensation salariale (partielle) de quatorze mois. Il faut souligner aussi le rapport qu'une féministe a présenté devant le parlement et qui développe un modèle social dans lequel les hommes et les femmes ont une activité professionnelle et doivent s'occuper de la même façon des enfants et des membres dépendants de la famille. Il s'agit d'une tâche partagée qui n'incombe plus à la seule femme au foyer ou à la seule ménagère.

Ces législations ont permis quelques succès: une participation égale des garçons et des filles à l'éducation scolaire, des mères de famille plus nombreuses actives professionnellement (ce qui est très important car, traditionnellement en Allemagne, le taux d'activité des femmes mariées est peu élevé), une présence des femmes dans la sphère publique en hausse, une individualisation juridique au niveau de la fiscalité avec la mise en oeuvre de l'imposition séparée. On note aussi le développement de concepts et de stratégies pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, pour lutter contre les discriminations, pour promouvoir les femmes et les soutenir dans leur projet de vie.

La mise en place de la stratégie du *gender mainstreaming* est très importante car elle permet d'analyser le fonctionnement des structures et de les transformer en appréhendant comment les femmes ont pu arriver là où elles sont et comment elles peuvent continuer à avancer. Cela signifie que dans les projets européens, de quelque nature qu'ils soient, il faut poser la question de savoir ce que les dispositions qu'ils contiennent impliquent pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette analyse doit être effectuée a priori et non a posteriori.

Mais de nombreuses inégalités persistent encore, notamment une répartition injuste de l'emploi, de la richesse et du pouvoir. Je ne suis pas historienne. Je suis spécialisée en sciences sociales et ces trois réalités de la situation des femmes dans la société sont fondamentales à mes yeux. Ainsi, dans l'emploi, on constate toujours une scission horizontale et verticale du marché du travail marquée par la persistance de métiers spécifiquement masculins et de métiers spécifiquement féminins. Les hommes continuent d'occuper les emplois les plus élevés et les mieux rémunérés. Dans la société allemande, on distingue le travail rémunéré et le travail non rémunéré. Le travail rémunéré ne constitue pas l'essentiel du travail et seul un tiers des femmes en bénéficie. L'essentiel du travail effectué est non rémunéré et ce sont essentiellement les femmes qui l'effectuent. Or ce travail non rémunéré, qui est à la base de notre société et assure notre qualité de vie, demeure dévalorisé dans la hiérarchie sociale. Ainsi, pour réparer une machine à laver, on va gagner plus que pour s'occuper d'une personne âgée. Cette dévalorisation est liée au sexisme qui persiste au sein de la société.

Sur le plan du patrimoine, on ne compte que 7% de femmes parmi les personnes les plus riches. Enfin, qu'il s'agisse du monde politique ou de la sphère professionnelle, les femmes sont rares dans les situations de pouvoir et dans les postes de responsabilité. Il en va de même dans le monde scientifique. Enfin, si on progresse sur la question des violences faites aux femmes, force est de constater que cette violence demeure dans la société allemande. Des images très conservatrices du rôle des deux sexes continuent d'être véhiculées et un antiféminisme et un sexisme très marqués dans la vie de tous les jours persistent. On peut même dire que cet antiféminisme est en pleine croissance. Récemment, la Fondation Friedrich Ebert et la Fondation Heinrich Böll ont lancé une action pour lutter contre les courants antiféministes. A ma grande surprise, j'ai constaté que ces courants se développaient aussi dans les pays scandinaves, considérés comme ayant institué un rapport plus égalitaire entre les sexes. Face à ce retour en arrière, il y a encore un long chemin à parcourir.



Deuxième table ronde : 100 ans d'émancipation des Européennes

3. Patricia Thane : « *Le mouvement féministe a toujours été actif en Grande-Bretagne* »

Je vais à mon tour essayer d'exposer brièvement l'histoire de 100 ans de militantisme féministe en Grande-Bretagne.

En 1918, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les femmes âgées d'au moins trente ans obtiennent le droit de vote, à la suite d'une vive campagne initiée avant la guerre et reprise dès 1916, à laquelle ont participé même les suffragettes les plus modérées. Des hommes aussi obtiennent le droit de vote (mais eux à partir de vingt-et-un ans), ceux qui n'étaient pas propriétaires, car jusqu'alors seuls ceux qui l'étaient pouvaient voter. Pour le gouvernement et les élus, il n'était pas pensable d'accorder le droit de vote dans les mêmes conditions aux femmes et aux hommes. Les femmes étant majoritaires dans la population, il leur était insupportable d'avoir un électorat composé d'une majorité de femmes !

Il y avait aussi le sentiment que les femmes plus âgées seraient plus responsables que les petites jeunettes de vingt ans. Une forte proportion des hommes qui votaient pour la première fois était des ouvriers soutenant le parti travailliste. Pour contrer ce vote, des hommes de la classe moyenne se rendaient aussi aux urnes pour la première fois. Ces considérations d'ordre politique ont joué un rôle important dans l'octroi du droit de vote aux femmes, même si cette disposition était présentée comme une récompense pour leur contribution pendant la guerre mais ce n'était pas aussi simple en fait. Notons que ce n'est qu'en 1928 que le droit de vote sera le même pour les femmes et les hommes.

Les historiens soutenaient qu'une fois le droit de vote acquis, les femmes allaient cesser leurs luttes. Or, on peut difficilement croire qu'après s'être battues aussi fortement pour voter, elles allaient s'arrêter ! Et de fait, on s'est rendu compte que si certaines baissaient les bras, la majorité des femmes a continué à se battre. Certes, très peu de femmes ont été élues au Parlement britannique. Une seule l'a été en 1918, mais il s'agissait d'une nationaliste irlandaise qui a refusé de siéger à Londres. Entre les deux guerres, on ne compte pas plus de quinze élues (en 1931). Elles ne seront qu'une quarantaine (sur six cents) jusqu'en 1987, cent-vingt en 1997. Non pas qu'elles ne souhaitent pas prendre leur place dans la sphère politique mais parce qu'il était difficile d'être candidate dans une circonscription gagnable ! C'est encore le cas actuellement.

Au cours de cette période, les femmes ont donc joué un rôle actif d'une autre façon, par de l'activisme, par des campagnes et à travers des associations dont certaines, d'ailleurs, ont modifié leur appellation initiale. Ainsi, l'Union nationale pour le droit de vote des femmes (National Union of Women's Suffrage Societies) est devenue l'Union pour l'égalité des citoyens, (National Union of Societies for Equal Citizenship), ce qui l'a conduite à modifier son programme d'action et à l'orienter vers les contacts avec le Parlement pour l'élaboration de projets de lois en faveur de l'égalité entre les sexes. Un petit groupe de députés hommes a appuyé cette démarche et a aidé à faire passer des lois.

De nombreuses associations de femmes, très diverses, ont été créées, certaines syndicales, d'autres regroupant les unes des enseignantes, les autres des paysannes, etc. Chacune avait son mode de militantisme mais elles se battaient, parfois de façon radicale et plus importante

qu'auparavant, pour des causes très importantes comme l'égalité des salaires (qu'elles n'ont pas obtenue) ou contre l'interdiction des femmes mariées d'exercer une profession. Les femmes ont mieux réussi à modifier le droit, notamment celui de la famille que l'égalité des salaires dans le monde économique face à des employeurs réticents.

En 1919, une loi a autorisé l'accès des femmes à des professions qui leur étaient jusque là interdites comme le Barreau ou la magistrature où elles ont pu faire partie d'un jury. Acquis important car, auparavant, une femme qui devait aller devant la justice se trouvait être la seule femme dans un univers exclusivement masculin.

Une campagne a été aussi conduite pour que les femmes puissent devenir policières afin d'aider les femmes victimes de violences sexuelles ou conjugales à porter plainte plus facilement. Malgré des résistances, les forces de police ont fini par recruter quelques femmes policières. Une législation a doublé la pension alimentaire que devait verser le père d'un enfant illégitime. De véritables améliorations des services sociaux ont permis de réduire le taux de mortalité des enfants et des femmes à la naissance. Il est devenu moins difficile d'obtenir le divorce. Une plus grande égalité s'est aussi instaurée dans le domaine des droits de garde des enfants comme dans les pensions perçues par les veuves et les orphelins.

Les femmes ont été élues dans les conseils municipaux. Bien qu'elles y aient été minoritaires, elles ont agi dans de nombreux domaines, notamment dans celui du logement avec en arrière-plan, l'idée que le travail des ménagères avait autant de valeur que celui effectué à l'extérieur. Sur la contraception, qui n'était pas illicite, les femmes ont réussi à mettre en place leurs propres cliniques. La question de l'interdiction de l'IVG a été posée dès le milieu des années 30, même si les changements ne sont pas intervenus avant 1967. Les féministes sont donc restées très actives entre 1920 et 1930. Je précise aussi que pendant la Seconde Guerre mondiale, même si, comme l'a expliqué Karen Hunt, les femmes ont été très occupées par les tâches domestiques et malgré un contexte très difficile, une campagne très importante a été conduite en faveur de l'égalité des salaires des femmes. Cette campagne a porté ses fruits dans certaines usines où les femmes remplaçaient les hommes. Elle a échoué dans le secteur public, mais le gouvernement a diligenté une enquête sur cette question. Il faudra attendre 1955 pour que le gouvernement conservateur l'impose dans le secteur public. Grâce au parti travailliste et aux syndicats qui ont continué la lutte, l'égalité salariale a été aussi imposée au secteur privé.

Certains prétendent que le mouvement féministe s'est éteint dans les années 50-60, mais en y regardant de plus près, on constate que les femmes ont poursuivi leur combat au cours de ces années pour l'égalité des salaires, une réforme de la loi sur le divorce et d'autres avancées pour l'égalité. Entre 1967 et 1970, toute une série de législations libérales ont été adoptées : l'avortement a été légalisé en 1967 ainsi que les relations homosexuelles, la peine de mort a été abolie. Le divorce a été enfin réformé en 1969 et la reconnaissance du divorce par consentement mutuel adoptée. La contraception est libre, la discrimination raciale a été prohibée et en 1970 une loi sur l'égalité des salaires a été adoptée. Même si des inégalités subsistent dans ce domaine, cette loi a entraîné des améliorations et a permis d'avancer dans la bonne direction.

Dans les années 70, des changements culturels interviennent, liés à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement travailliste plus sensible à la question de l'égalité entre les femmes et les hommes. Au cours des années 70, les féministes ont engagé une sensibilisation du grand public sur les questions du viol et des violences envers les femmes et la violence domestique. Personne n'en parlait jusqu'alors et un débat public a émergé grâce au mouvement féministe. Ce débat se poursuit aujourd'hui encore car la violence envers les femmes n'est pas éradiquée. La police et les tribunaux ne prennent pas toujours au sérieux les plaintes des femmes.

Dans les années 80, l'arrivée au pouvoir, pour la première fois, d'une femme Premier ministre, Margaret Thatcher, hostile au féminisme, a conduit de nombreuses femmes à se retrancher dans un féminisme plus classique. Mais les militantes du parti travailliste ont réussi à persuader leur formation de réserver des circonscriptions à des femmes. En 1997, quand le Labour a repris le pouvoir, une forte proportion de femmes est entrée au Parlement. En 1999, le Pays de Galles et l'Écosse ont eu leur propre parlement. Les féministes ont joué un rôle essentiel dans l'adoption d'un système électoral basé sur la représentation proportionnelle favorable aux femmes. Si bien que le parlement du Pays de Galles a été le premier parlement paritaire au monde (50% de femmes et 50% d'hommes). En Écosse, les femmes ont représenté 40% des membres du Parlement, ce qui est satisfaisant.

Pour conclure, le féminisme n'a pas cessé d'exister au début du XXI^e siècle. La lutte pour l'égalité des salaires et pour l'égalité des chances se poursuit. Aujourd'hui, à travers les réseaux sociaux, de jeunes femmes combattent toutes les discriminations. Mais les réseaux sociaux ne sont pas exempts de sexisme et de violence à l'égard des femmes avec des appels au viol, voire des menaces de mort à l'encontre des féministes. Si des progrès pour l'égalité entre les sexes ont été accomplis au fil des cent ans écoulés, il n'en reste pas moins que l'antiféminisme continue de battre son plein. Le combat n'est pas achevé.



Conclusion

Michelle Perrot

« Jusqu'à quel point la guerre de 1914-1918 a-t-elle bouleversé les rapports entre les femmes et les hommes ? »

Ma conclusion sera brève. Merci à la Fondation Jean-Jaurès et à la Fondation Friedrich Ebert d'être sensibles à l'Histoire - Jaurès oblige - et particulièrement à l'histoire des femmes. Merci aussi d'avoir donné une dimension européenne à ce colloque, ce qui est essentiel. Les universités essayent aussi de donner cette approche européenne à leurs travaux sans en avoir toujours les moyens. Or, les réseaux des deux fondations, leur résonance dans la sphère publique confèrent un écho particulier à ce colloque européen où je retrouve des amies historiennes avec lesquelles je travaille depuis de longues années. Je vous remercie de votre invitation et vous invite à poursuivre vos travaux en ce sens.

Ce qui m'a frappée dans ce colloque, c'est une forte demande d'actualité : « *l'histoire oui, mais l'actualité surtout* ». J'ai senti, en effet, parmi les femmes présentes un très grand désir d'échanger d'abord sur le présent. Je le comprends. Pour autant, l'Histoire est un instrument de réflexion utile et en tant qu'historienne, ma conclusion portera sur l'Histoire. Et particulièrement sur la guerre de 1914-1918, qui représente un sujet d'étude d'une richesse exceptionnelle. Cette guerre a constitué une expérience bouleversante qui a structuré l'histoire contemporaine. La violence du XX^e siècle s'enracine là. Je me félicite qu'elle ait été étudiée avec intensité au cours des dernières années grâce, notamment, à l'importance, à la variété extraordinaire et à la qualité des recherches et des thèses, comme celle de Clémentine Vidal-Naquet désormais publiée³⁸. Elle a étudié soixante-dix correspondances conjugales, ce qui peut paraître important mais qui est intime si on songe que pendant la guerre il s'est échangé cinq milliards de lettres. Etude exemplaire qui introduit au cœur du quotidien, des désirs, des souffrances, des tensions aussi entre les êtres séparés, éprouvés par la violence du conflit. On ne mesure pas suffisamment le poids du rôle joué par la correspondance dans le maintien du lien entre les couples et les familles.

Autre aspect très intéressant de ce colloque, la volonté de parler de la vie quotidienne des femmes ordinaires que sont la ménagère et la femme au foyer (auxquelles les historiennes françaises s'intéressent beaucoup, comme leurs collègues allemandes et britanniques) et de ne pas se limiter aux seules femmes dans les usines. Il était essentiel aussi de faire entendre les voix des femmes, afin qu'elles arrivent jusqu'à nous. Et nous les avons entendues dans ce colloque.

Car la question fondamentale que pose la guerre pour nous aujourd'hui est de savoir quels changements elle a apportés à la différence des sexes, aux sexes pris dans leur ensemble et à l'approche par le genre. La belle phrase de Blaise Cendrars me vient à l'esprit : « *la guerre a bouleversé l'amour* ». Peut-être. Et jusqu'à quel point a-t-elle bouleversé les rapports entre les femmes et les hommes ? C'est une question majeure à laquelle il n'est pas facile de répondre. Pourquoi ? Parce que si on replace la guerre dans une chronologie plus longue, on s'aperçoit

³⁸ Correspondances conjugales 1914-1918, Dans l'intimité de la Grande guerre, par Clémentine Vidal-Naquet, Robert Laffont, octobre 2014.

qu'avant la guerre - et les historien(ne)s le savent - la société était vivante, mouvante et des changements importants s'amorçaient pour les femmes, notamment dans le domaine du travail mais aussi de l'expression publique. On l'a rappelé, on était dans la première vague du féminisme, on parle même, en exagérant un peu, d'âge d'or du féminisme. Un renouveau de la pensée de la différence des sexes émergeait, notamment en Allemagne avec Otto Weininger et Georg Simmel et avec la naissance de la pensée freudienne. Des avancées se dessinaient dans tous les domaines de ce point de vue.

La guerre constitue à la fois une rupture brutale (en quelques jours, plus d'un million d'hommes mobilisés et plusieurs millions durant les quatre ans de guerre, jamais cela ne s'était produit) et un formidable retour à l'ordre des sexes : les hommes au front, combattant, guerriers défendant la patrie, les femmes à l'arrière, les remplaçant, les accueillant, les aidant, les soignant, femmes auxiliaires et infirmières de toujours. Quoi de plus traditionnel ? Cette emprise des forces réactives fait penser que la guerre n'est pas un facteur de progrès. Mais, d'un autre côté, les femmes ont accédé à des rôles nouveaux dans tous les domaines du public et du privé. Elles avaient une autonomie, un pouvoir de décision qu'elles ne connaissaient pas auparavant. Elles dirigeaient leurs affaires. Elles labouraient les champs, conduisaient des tramways ou des taxis. En usine, elles maniaient le chalumeau, gagnaient de bien meilleurs salaires, pouvaient même se syndiquer, faire grève, manifester comme elles le firent en 1917. Elles avaient une histoire sans les hommes ; souvent elles en souffraient ; parfois, elles se sentaient libérées d'une tutelle tatillonne. D'où les difficultés du retour, du moins quand il y eut retour : 700 000 tués ou disparus, cela laisse beaucoup de veuves et d'orphelins. De veuves qui, par choix ou par contrainte, ne se remarieront jamais. Les retrouvailles ne furent pas simples ; hommes et femmes s'étaient perdus de vue. Les divorces furent nombreux, demandés majoritairement par les hommes, ce qui est une inversion des habitudes. Il y eut d'abord un grand désir de retour à l'ordre ancien, à la famille traditionnelle, incarné par la « chambre bleu horizon » qui n'accorda aucun droit nouveau aux femmes, pas plus au civil qu'au politique. Tandis qu'Anglaises et Allemandes se voyaient reconnaître le droit de vote, rien de tel en France, où la République se montra particulièrement conservatrice. On le sait : il faudra la seconde guerre mondiale pour que ce droit soit enfin reconnu aux Françaises en 1944. Et une trentaine d'années encore seront nécessaires pour que « l'infâme Code civil » (comme disait George Sand) soit à peu près aboli.

Mais l'histoire ne s'arrête jamais. L'obstacle même accroît le désir. Les années 1920-1930, dites « années folles », montrent des hommes et des femmes épris de liberté, y compris en matière de libre et diverse sexualité. Des femmes plus instruites (en 1924, elles passent enfin le même baccalauréat que les garçons et accèdent à l'université), avides d'autonomie financière, de voyages, de sport, de liberté du corps (la « garçonne » se fait couper les cheveux et porte le pantalon), de mariage d'amour et qui préfèrent l'indépendance, voire la solitude, aux unions arrangées. Evolution qui se serait sans doute produite autrement, mais que la guerre a certainement accélérée.

Les effets de la Grande Guerre se sont fait sentir sur plusieurs générations et il est passionnant d'interroger sous cet angle l'histoire des familles, de nos propres familles qui ont rarement échappé à telle ou telle forme de blessure, physique ou morale. Dans un livre récent Stéphane Audouin-Rouzeau montre comment sa vocation d'historien vient peut-être du déni qui avait été opposé à son grand-père paternel, héros malheureux d'une guerre qui l'avait marqué à jamais³⁹.

³⁹ S.Audouin-Rouzeau, *Quelle Histoire !*, Le Seuil, 2014.

Cette tragédie singulière et collective s'accompagne d'une étonnante plasticité de la société. Par exemple, la guerre a entraîné une chute du nombre des mariages. La guerre finie, dès le lendemain, la courbe est remontée au-dessus de ce qu'elle était avant. Il s'agit, certes, d'un phénomène de rattrapage mais force est de constater qu'on est loin du démariage des vingt dernières années. La permanence prévaut en l'occurrence sur la rupture.

La société s'est complexifiée. Elle incorpore les changements et les mutations, elle génère de nouveaux apprentissages, de nouveaux désirs. Contradictoire, la guerre paradoxalement est aussi matrice de libertés. D'où l'intérêt de combiner et de multiplier des approches très variées - l'histoire, la sociologie, l'ethnologie - pour comprendre notre temps, le temps de la longue durée qui permet de comprendre le temps présent. On a besoin d'une histoire vivante, pluridisciplinaire et critique. Au cours de ce colloque, nous n'avons pas entendu d'histoire hagiographique ; il ne s'est pas agi de vanter les femmes, de prétendre qu'elles ont toujours raison ou d'accabler les hommes de tous les maux !

L'Histoire est un instrument de mémoire mais aussi un instrument critique qui nous permet de nous situer dans la cité d'aujourd'hui.

Première des fondations politiques françaises, la Fondation Jean-Jaurès a été reconnue d'utilité publique dès sa création par Pierre Mauroy, en 1992. Elle est présidée par Henri Nallet et dirigée par Gilles Finchelstein ; Daniel Cohen préside son Conseil d'orientation scientifique. Elle a principalement trois missions :

Construire un monde plus démocratique

En partenariat avec plus de cent fondations et partis politiques de gauche, la Fondation mène des actions dans le monde entier pour favoriser les processus démocratiques, former le personnel politique et soutenir les initiatives les plus innovantes.

Inventer les idées de demain

Lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation, où débattent responsables politiques, syndicaux ou associatifs, universitaires et experts, la Fondation est un carrefour où se rencontrent, se renouvellent et se diffusent les idées progressistes.

Comprendre l'histoire du mouvement socialiste

La Fondation accomplit un important travail de valorisation de l'histoire socialiste grâce à un centre d'archives sans équivalent en France, à la numérisation de milliers de documents et à la mise en perspective historique de l'actualité dans des publications ou des manifestations.

Fondée en 1925, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est la plus ancienne fondation politique d'Allemagne. Perpétuant l'héritage politique de Friedrich Ebert, elle défend les valeurs fondamentales de la social-démocratie que sont la liberté, la justice et la solidarité. Ces valeurs la lient aux idéaux de la social-démocratie et des syndicats libres.

La FES œuvre en faveur de la social-démocratie, notamment à travers

- la formation politique en vue de renforcer la société civile,
- le conseil politique,
- la coopération internationale avec des bureaux à l'étranger dans plus de 100 pays,
- l'octroi de bourses,
- la mémoire collective de la social-démocratie par l'intermédiaire, entre autre, d'un centre d'archives et d'une bibliothèque dédiée.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

La FES organise des rencontres franco-allemandes, des colloques européens et des journées de réflexion en coopération avec de nombreux partenaires : think-tanks, organismes culturels et socio-politiques, syndicats, instituts de recherche et parlementaires français et allemands.